64° ANNÉE - N° 19848 - 1,30 € - FRANCE MÉTROPOLITAINE

Comment le « virus »

se transmet

Crise

# Le monde presse l'Allemagne de relancer son économie

Crise Le pays le plus puissant d'Europe est réticent à rompre avec la rigueur budgétaire

près la Chine et le Japon, l'Allemagne? Les dirigeants des vingt princi-pales puissances économiques du monde, réunies au sein du G20, ont appelé, samedi 15 novembre, à « utiliser des mesures budgétaires pour stimuler la demande interne avec des résultats rapides ». En clair, un plan de relance, qui ne peut marcher que si les grands exportateurs jouent le jeu. La Chine et le Japon avaient agi en amont de la réunion de Washington (455 et 207 milliards de dollars de relance). Reste l'Allemagne, premier exportateur mondial et seul pays européen à disposer, avec les Pays-Bas, de fortes marges de manœuvre budgétaires.

Selon la Commission européenne, la puissance économique dominante du Vieux Continent aura un budget quasi équilibré en 2009 et 2010. Rien à voir avec la glissade britannique - un déficit de 5,6 %

du produit intérieur brut (PIB) est prévu pour 2009 -, française (3,5 %) et espagnole (2,9 %), qui limite leur marge de manœuvre. L'Italie, un peu mieux lotie (2,6 %), compte annoncer un plan de 80 milliards

Seule l'Allemagne d'Angela Merkel est réticente. « Faire du déficit budgétaire pur sans objectif stratégique ciblé ne résout pas les problèmes », prévient Ulrich Wilhelm, le porte-parole de la chancelière allemande. « Il ne faut pas générer une nouvelle bulle, comme l'a fait Alan Greenspan aux Etats-Unis, ni espérer une solution simple qui ne viendrait que de l'Allemagne », précise-t-il. Quant à la faiblesse de la consommation allemande, le gouvernement assure qu'il n'y est pour rien, le taux d'épargne des ménages étant extrêmement élevé.

ARNAUD LEPARMENTIER Lire la suite page 15 et nos informations pages 16 et 17

# PS: le congrès de Reims laisse les militants désemparés

Aubry, Hamon et Royal s'affrontent pour le poste de premier secrétaire

e sera donc aux militants du Parti socialiste de trancher, puisque les chefs ont été incapables de s'entendre. Le congrès de Reims s'est achevé dimanche 16 novembre sans que l'on puisse deviner qui succédera à François Hollande à la tête du PS. Une telle incertitude est rare dans l'histoire du parti. Elle le renvoie à quelques épisodes peu glorieux de son passé, le sombre congrès de Rennes de 1990, notamment, où les héritiers de François Mitterrand - Lionel Jospin et Laurent Fabius - s'étaient déchirés sous le regard incrédule des congressistes. A l'époque, les militants n'avaient pas eu leur mot à dire.

Cette fois, c'est eux qui vont devoir arbitrer la guerre des chefs, en espérant que leur vote ramènera le parti à la raison. Jeudi 20 novembre, il leur appartiendra de départager Ségolène Royal, Martine Aubry et Benoît Hamon, qui promettent tous les trois d'ancrer le parti à gauche. Un second tour n'est toutefois pas exclu le lendemain, tant le scrutin est incertain et l'ambiance délétère. En désaccord sur à peu près tout, Ségolène Royal et Bertrand Delanoë se sont rejoints pour convenir, au terme de trois jours de déchirements, que le PS était « sérieusement malade » et devait « se soi-

De quel mal souffrent donc les socialistes? D'un évident trop-plein d'ambitions, alors que l'élection présidentielle, désormais programmée tous les cinq ans, impose son inexorable tempo. A cette aune, les femmes ne sont pas les moins déterminées. La bataille Royal-Aubry qui a pris corps durant le weekend s'est doublée d'une primaire Aubry-Delanoë, d'où le maire de Paris est sorti K.-O. Il est le grand vaincu du congrès.

> FRANÇOISE FRESSOZ Lire la suite page 12

#### **Nations unies**

#### L'œuvre géante de Barcelo à Genève

La « Chapelle Sixtine » de Barcelo. La salle de conférences XX du Palais des nations, à Genève, a été restaurée grâce à l'Etat espagnol. Elle sera inaugurée mardi 18 novembre. Le peintre majorquin Miquel Barcelo a décoré la coupole de cet espace circulaire de 1500 m², où se réunira désormais le Conseil des droits de l'homme. Epaisses coulées de peinture, couleurs éblouissantes : l'œuvre de Barcelo impressionne. Mais elle n'est pas accueillie avec une totale sérénité. La droite espagnole a relevé avec colère que 500 000 euros, sur 20 millions d'euros de budget, provenaient des crédits d'aide au développement. Barcelo, très lié à l'Afrique dit « ignorer les détails du financement ». Lire page 22

AGUSTI Y ANTONIA TORRES/ONUART



# RDC: les rebelles se jouent de l'ONU

#### REPORTAGE

PARC DES VIRUNGA (est de la République démocratique du Congo) ENVOYÉ SPÉCIAL

our une petite guerre confuse, on ne saurait rêver cadre plus idyllique. L'affrontement, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), entre les rebelles du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) et les forces loyalistes congolaises a lieu juste là, quelques virages plus loin, dans les herbes du parc des Virunga. Les forces gouvernementales tenaient cette partie du parc semé de volcans avec l'appui des Hutu rwandais, les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR).

Plus bas, un troupeau d'éléphants broute l'herbe haute et enstelle la piste de déjections normes. Des babouins olive lancent une attaque surprise sur un manguier. Sur les pentes des volcans, les gorilles de montagne se terrent. Le parc a cessé d'être une destination touristique de choix; les rangers ont fui la guerre; on tue les antilopes à l'arme automa-

Un camp des FDLR était installé là. Il était occupé, à l'origine, par d'ex-miliciens et soldats rwandais impliqués dans le génocide rwan-



Familles chassées du parc des Virunga. ROBERTO SCHMIDT/AFP

dais de 1994. Près d'un million de morts et un cataclysme régional. Depuis, les ex-génocidaires se sont installés dans des bases arrière de l'est de la RDC et se battent aux côtés des forces loyalistes congolaises, qui reculent face aux rebelles du CNDP, soutenus par le pouvoir rwandais. Aujourd'hui, la coalition loyaliste cède du terrain

face aux rebelles de Laurent Nkunda dans la partie centrale du parc, ouvrant la voie de Kanyabayonga, importante bourgade plus au nord. Pour la Mission des Nations unies au Congo (Monuc, 17 000 hommes), c'est le moment de tenter de s'interposer.

> JEAN-PHILIPPE RÉMY Lire la suite page 6

#### Lobbies pro-niches

Des groupes de pression affûtent leurs arguments contre le plafonnement des avantages fiscaux accordés à certains contribuables.

#### Planète

#### Les progrès du créationnisme

Enseigner la théorie de l'évolution devient plus difficile en Europe face à l'offensive de ceux qui croient en un concepteur suprême. Page 4

#### Irak - Etats-Unis Accord de retrait

Bagdad a approuvé l'accord prévoyant le départ des troupes américaines avant le 31 décembre 2011. Page 7 et l'éditorial page 2



Algérie 80 DA Allemagne 2,00 €. Antilles-Guyane 1,90 €. Autriche 2,00 €. Belgique 1,40 €. Cameroun 1,400 F.CFA. Canada 3,95 \$. Côte d'Ivoire 1,400 F.CFA. Croatie 18,50 Kn. Danemark 24 KRD. Espagne 2,00 €. Finlande 2,50 €. Gabon 1,400 F.CFA. Grande-Bretagne 1,40 £. Grèce 2,20 €. Hongrie 650 HU
Marco 10 DH. Norvège 24 KRN. Pays-Bas 2,00 €. Portugal cont. 2,00 €. Réunion 1,90 €. Sénégal 1,400 F.CFA. Slovènie 2,20 €. Suède 28 KRS. Suisse 2,90 FS. Tunisie 1,9 DT. Turquie 2,20 €. USA 3,95 \$. Afrique CFA autres 1,400 F.CFA.

## Conjoncture Les gouvernements redécouvrent les vertus d'une stimulation de la demande intérieure

# G20: l'Allemagne sous pression pour soutenir la relance mondiale

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Depuis des années, les relances budgétaires étaient proscrites, les économistes préconisant l'arme monétaire en cas de choc affectant toutes les économies. Si le G20 reconnaît « l'importance du soutien que la politique monétaire peut apporter », les marges de manœuvre sont devenues nulles au Japon - les taux sont à 0,25 % mais aussi aux Etats-Unis (1,5 %).

Résultat, les dirigeants redécouvrent les vertus d'une relance keynésienne mondiale, à condition que tous jouent le jeu. L'objectif est d'éviter qu'un pays relance seul, comme la France en 1981, ce qui

#### CHRONOLOGIE

Avant le 31 mars 2009, les ministres des finances du G20 devront rendre compte de l'application des réformes demandées en matière de normes comptables, de surveillance, de notation, de marchés dérivés et de paradis

Avant le 30 avril 2009, les chefs d'Etat et de gouvernement du G20 se réuniront pour vérifier la mise en œuvre de ce plan et poursuivre la réforme de la gouvernance économique mondiale

avait profité à ses partenaires commerciaux. « Le plan de relance budgétaire d'un pays peut être deux fois plus efficace pour augmenter la croissance si ses principaux partenaires commerciaux adoptent eux aussi un plan de relance », a expliqué Dominique Strauss-Kahn, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), qui a plaidé pour une relance budgétaire de 2 % du produit intérieur brut (PIB) susceptible selon lui de générer un surcroît de croissance de 2 %.

#### En attendant M. Obama

Nul ne conteste l'urgence d'agir, d'autant que la crise, financière hier, économique aujourd'hui, sera sociale demain, comme l'a expliqué le premier ministre australien, le travailliste Kevin Rudd. Il faut éviter le spectre de la crise de 1929 (déflation, chômage massif, récession) sans retomber dans les erreurs des années 1970 : la relance consécutive au choc pétrolier avait conduit à une spirale inflation-salaires génératrice de chômage et à une perte de compétitivité.

« Relancer la croissance, cela ne veut pas dire créer de nouveaux déséquilibres. Ce serait une erreur majeure », a mis en garde le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso. Agacé, Nico-



La chancelière allemande, Angela Merkel, samedi 15 novembre à Washington, lors du sommet du G20. MICHAEL GOTTSCHALK/AFP

las Sarkozy, qui a redécouvert Keynes, l'a. interrompu pour dire qu'il voulait une relance « forte », tout en assurant qu'une telle politique « ne veut pas dire augmentation des prestations, distribution de l'argent qu'on n'a pas ».

Les Allemands, qui veulent rester sur leur ligne orthodoxe, proposent toutefois d'agir au niveau du budget européen, en réaffectant les crédits non utilisés de la politique agricole commune, en raison du niveau élevé des cours mondiaux (2,4 milliards d'euros prévus en 2008). Une telle opération avait été réalisée pour financer les satellites Galileo. « Normalement, ces surplus doivent revenir aux Etats. L'Allemagne veut bien les réaffecter au financement de projets d'innovation », propose M. Wilhelm.

Cette proposition serait compatible avec le plan de relance que détaillera la Commission européenne le 26 novembre. Elle veut agir sur l'investissement et l'innovation, notamment en matière environnementale et énergétique. Ce biais permettrait d'aider l'automobile, alors qu'elle regarde avec suspicion les volontés de sauvetage français et allemand.

Restent les Etats-Unis. Leur marge de manœuvre est limitée tant que le président élu, Barack Obama, n'aura pas été investi, le 20 janvier. Le Congrès, dominé par les démocrates, veut dès à présent d'un plan de relance de 60 à 100 milliards de dollars (jusqu'à 80 milliards d'euros). Mais le Sénat ne l'a pas adopté et George Bush s'y oppose. « Si le Congrès n'adopte pas un plan immédiat pour donner à l'économie l'encouragement dont elle a besoin, ce sera ma première décision en tant que président », a promis M. Obama.

ARNAUD LEPARMENTIER (À WASHINGTON)

## La déclaration de Washington

DANS la déclaration qui a clos leur réunion à Washington, le 15 novembre, les chefs d'Etat et de gouvernement du Groupe des Vingt (G20) se sont déclarés « déterminés à renforcer [leur] coopération et à travailler ensemble pour restaurer la croissance mondiale et réaliser les réformes nécessaires dans les systèmes financiers du monde »

« Nous serons guidés dans nos travaux, écrivent-ils, par la conviction que les principes du marché, des économies ouvertes et des marchés financiers correctement réglementés favorisent le dynamisme, l'innovation et l'esprit d'entreprise qui sont indispensables à la croissance économique, à l'emploi et à la réduction de la pauvreté. »

Appelant de leurs vœux une ouvelle régulation, ils notent qu'ene « releve avant tout de la responsabilité des régulateurs nationaux ». Comme ces marchés sont d'envergure mondiale, « il est indispensable d'intensifier la coopération internationale entre régulateurs et de renforcer les normes inter-

nationales où cela est nécessaire ». Jugeant « vital de rejeter le protectionnisme », ils promettent, dans les douze mois à venir, de ne pas « ériger de nouvelles barrières à l'investissement et au commerce des biens et services » contraires aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Ils veulent aussi parvenir avant la fin de l'année à un accord sur les modalités d'une nouvelle libéralisation du commerce international dans le cadre du cycle de Doha.

#### Sous la surveillance du FMI

Les chefs d'Etat et de gouvernement demandent à leurs ministres des finances de préparer un plan d'action en six points destiné à renforcer la transparence et la responsabilité, à promouvoir une saine régulation, à améliorer le contrôle prudentiel, à promouvoir l'intégrité des marchés financiers, à renforcer la coopération internationale et à réformer les institutions internationales.

La declaration donne des indications sur ces réformes. Dans le respect des « principes du libre marché, le respect de la propriété privée, l'ouverture des échanges et des investissements, la concurrence entre les marchés, ces indications concernent une surveillance stricte des agences de notation, conformément au code de conduite international agréé et renforcé » de l'Organisation internationales des commissions de valeur (OICV), une

amélioration des normes comptables et la remise à plat des effets de leviers des rémunérations des

Les grandes banques mondiales « devront se réunir annuellement avec leur collège de surveillance, afin de discuter de manière approfondie des activités et de l'évaluation des risques que courent ces entreprises ».

Le Fonds monétaire international (FMI) sera seulement chargé de la surveillance de l'application de normes élaborées par le Forum de stabilité financière (FSF) qui doit ouvrir ses portes aux grands pays émergents.

Le FMI, qui examine chaque année la santé d'une quarantaine de pays à leur demande, est prié d'étendre cette mission d'analyse « à tous les pays d'une manière serieuse et impartiale et a accoraer plus d'attention à leur secteur financier » pour pouvoir anticiper les tensions potentielles et agir rapidement.

Enfin, les institutions de Bretton Woods (FMI et Banque mondiale) seront « profondément réformées de manière à ce qu'elles reflètent de façon plus appropriée l'évolution des poids économiques » des différents pays.

# 80 milliards d'euros vont être débloqués en Italie pour financer des grands travaux

ROME

CORRESPONDANT Entrée officiellement en récession début novembre après deux trimestres consécutifs de croissance négative (- 0,5, puis - 0,4), l'Italie a annoncé un plan d'action de 80 milliards d'euros, soit 5 % du produit intérieur brut (PIB), pour relancer l'économie de la Péninsule. Ce plan devrait être adopté cette semaine dans le cadre d'un ou de plusieurs décrets-lois et ne devrait pas, selon le gouvernement italien, peser sur le déficit ni sur le respect des critères de Maastricht.

Dévoilé depuis Washington par le ministre de l'économie, Giulio Tremonti, à l'issue du G20, il a ete omcialise, dimanche 16 novembre, par Silvio Berlusconi. Il comprend des mesures déjà annoncées pour la recapitalisation des banques. Il repose notamment sur le déblocage et une meilleure utilisation des fonds européens, destinés aux infrastructures, à la recherche et à l'environnement pour un montant d'environ 40 milliards d'euros. L'une des mesures concerne aussi les autoroutes

(pour environ 10 milliards d'euros) dont les tarifs seront relevés en fonction des investissements réalisés.

#### Le pire est à venir

Le 21 novembre, le comité interministériel pour la programmation économique (CIPE) devrait également redéployer 16 milliards d'euros déjà budgétés pour les infrastructures. « Il s'agit d'un plan équilibré pour relancer la demande », a expliqué M. Tremonti. Le gouvernement italien entend également accélérer les procédures d'appels d'offres pour les grands travaux dont l'Italie a besoin.

L'annonce de ce plan tranche avec l'attentisme – dénoncé par le centre gauche - dont avaient fait preuve jusque-là les dirigeants italiens. Au début de la crise, M. Berlusconi s'était appliqué, sur un ton résolument optimiste, à rassurer les actionnaires, expliquant que le système bancaire italien, moins concentré, était à l'abri de toute faillite. M. Tremonti, qui dès la fin de l'été avait alerté les Italiens en parlant d'une crise « plus grave que celle

de 1929 », avait lui aussi remisé ses envolées catastrophistes pour se mettre au diapason du président du conseil.

Mais si le système bancaire italien a tenu malgré les alarmes sur Unicredit, les premiers signes de ralentissement de l'économie sont arrivés. Ralentissement de la production automobile, raréfaction de la demande, annonces de délocalisations, hausse du chômage: les signaux sont au rouge. « Le pire est à venir », n'a pas hésité à dire Mario Draghi, le gouverneur de la Banque d'Italie.

Le pire ? Une conjoncture encore plus dégradée. Selon le centre d'étude Confindustria (le patronat italien), le PIB subira une contraction de – 0,4 % en 2008 et de - 1 % en 2009. « Ce sera la plus longue récession de l'après-guerre », a prévenu le syndicat des patrons. Celui-ci réclame en urgence des mesures de relance à travers des grands travaux, des réductions d'impôts sur les bas salaires et une aide à l'investissement des entreprises confrontées à une pénurie de liquidités.

PHILIPPE RIDET

#### FINANCES La retraite des cadres

fragilisée par la Bourse L'Agirc, l'organisme de financement des retraites complémentaires des cadres, aurait enregistré ne perte de 100 millions d'euros ar ses placements financiers du fait de la chute de la Bourse, contre un profit de 500 millions espéré, indique La Tribune du lundi 17 novembre. Selon le quotidien économique, le conseil d'administration de l'Agirc aurait été alerté fin octobre de l'impact négatif de ses placements financiers sur les comptes. Le résultat global du groupe, de 1,5 milliard d'euros en 2007, devrait ainsi s'élever à 70 millions cette année. L'Agirc pourrait avoir à puiser dans ses réserves en 2009 et, à l'avenir, durcir les conditions de calcul des pensions.

#### Le PDG de Goldman Sachs renonce à son bonus en 2008

Le PDG de la banque américaine Goldman Sachs, Lloyd Blankfein, et six autres dirigeants de l'établissement ont renoncé à leur bonus en 2008, a indiqué la banque, dimanche 16 novembre. « Pour les autres cadres, les bonus seront déterminés en fonction des gains de la société », a précisé le porte-parole de la banque. Fin 2007, M. Blankfein avait touché un bonus de près de 68 millions de dollars (53,7 millions d'euros) ajouté à son salaire annuel de l'ordre de 600 000 dollars.

#### VITICULTURE Baisse des prix aux enchères des vins de Beaune

La 148 édition de la vente des vins des Hospices de Beaune, bon indicateur de marché, a été

marquée par une baisse des prix de 26 % par rapport 2007. Elle a rapporté, dimanche 16 novembre 2,832 millions d'euros. Selon les professionnels des vins de Bourgogne, la crise financière internationale et les conditions météorologiques défavorables pendant l'été expliquent ce recul des prix.

#### Manifestation de salariés contre la fermeture de deux sites chez Tyco Electronics

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté, samedi 15 novembre, à Chapareillan (Isère) contre la fermeture du site Tyco Electronics implanté dans cette commune. En septembre, le groupe américain avait annoncé l'arrêt définitif de l'activité de cette usine et de celle implantée à Val-de-Reuil

(Eure), qui fabriquent des composants électroniques pour l'industrie automobile. Ces décisions vont entraîner la suppression de quelque 520 emplois en France.

#### JUSTICE Alcan Rhénalu condamné pour avoir cédé une usine à une société « exsangue »

Le conseil des prud'hommes de Grenoble a condamné, vendredi 14 novembre, la société Alcan Rhénalu pour avoir cédé son site de Froges (Isère) à une société financièrement « exsangue », qui fut liquidée quelques mois après la transaction. Début 2006, Alcan avait vendu son usine iséroise à un fabricant italien d'aluminium, ILA, qui avait créé une société de droit français, LAF, pour reprendre l'entreprise et l'ensemble des

salariés. En juillet 2007, LAF était mise en liquidation judiciaire, privant de leur emploi l'ensemble du personnel. Une procédure fut engagée pour faire reconnaître la responsabilité d'Alcan Rhénalu. Le juge a estimé que cette

entreprise n'avait « pas vérifié les garanties financières de la société » ILA. Alcan devra verser 5 000 euros de dommages et intérêts à chacun des 47 salariés (sur les 62) de Froges, qui avaient saisi la justice. – (AFP.)

Cousu Goodyear 1 Paire 129 € 2 Paires 209 € Embauchoirs

2 Paires 39 €

4 Paires 59 €

Lyon 1° 20 rue Lanterne M° Hôtel de Ville Lyon 2° 4 rue Childebert M° Bellecour

Paris 4° 35 boulevard Henri IV M° Bastille Paris 7° 39 boulevard Raspail M° Sèvres-Babylone Paris 8° 4 rue Chauveau Lagarde M° Madeleine Paris 17º Palais des Congrès Mº Porte Maillot

Annecy 7 rue Sommeiller

**Vente sur Internet : bexley.com** 

**INFORMATIQUE** SUCCESSION DE PHILIPPE GERMOND

# Thierry Breton prend la tête de la société Atos Origin

EX-MINISTRE de l'économie et des finances de février 2005 à mai 2007, Thierry Breton a trouvé un point de chute. Il a été nommé, dimanche 16 novembre, président du directoire de la société de services informatiques Atos Origin. Il remplace Philippe Germond, brutalement congédié.

Cet épisode clôt une longue bataille entre deux fonds spéculatifs américains - Pardus et Centaurus - qui, après s'être invités au capital de l'entreprise, cherchaient à peser sur sa stratégie.

Des scénarios de démantèlement ou de vente d'Atos Origin ont été évoqués pour valoriser leur participation. Les deux fonds se sont aussi lancés dans un bras de fer pour entrer au conseil d'administration de l'entreprise. Ils réclamaient deux représentants au conseil, la révocation du président et des administrateurs indépendants. Des exigences rejetées par la direction qui accusaient Pardus et Centaurus de vouloir prendre le contrôle de la société à bon compte.

Finalement, fin mai, la bataille a tourné à l'avantage des deux fonds. Un représentant de Centaurus, un de Pardus et quatre administrateurs indépendants entraient au conseil de surveillance. Quant à la présidence du conseil, elle était confiée à Jean-Philippe Thierry, président des AGF.

Fin juin, un autre fonds d'investissement, PAI Partners, entrait dans le jeu, présenté alors comme un « chevalier blanc », face à Pardus et Centaurus. Le fonds parisien ne souhaite pas, lui, a priori un démantèlement mais plutôt un développement d'Atos Origin.

Mais les tensions entre Pardus et Centaurus et M. Germond ne anglo-saxons pour juger que le président du directoire n'était pas

#### **Retour en France**

Après avoir quitté Bercy en 2007, M. Breton a enseigné pendant un an à la Business School d'Harvard. Mais il souhaitait rentrer en France. Candidat à un poste de direction d'entreprise, son nom avait circulé à plusieurs reprises. Que ce soit pour prendre la tête d'Air France-KLM, de Carrefour ou d'Alcatel-Lucent.

En juillet, il était entré au conseil d'administration de Carrefour. Finalement, l'affaire s'est faite avec Atos Origin. M. Breton renoue avec son parcours dans les technologies de l'information. En 2002, il avait été appelé à la tête de France Télécom alors surendetté, après avoir dirigé Thomson et avoir débuté sa carrière chez Bull. Atos n'est pas en crise, même si l'action a plongé de 45 % ces derniers mois.

Mais l'entreprise qui a renoué avec les bénéfices en 2007, avec un chiffre d'affaires de 5,8 milliards d'euros, est confrontée à la difficulté d'intégration des entreprises acquises et à la moindre internationalisation de ses activités comparé à ses rivaux. Lundi matin à l'ouverture, l'action Atos prenait à la Bourse de Paris 8,40 % à 19,61 euros. LAURENCE GIRARD

s'étaient pas apaisées. Finalement, PAI Partners s'est rallié aux fonds l'homme de la situation. Le dernier acte s'est joué le 16 novembre, lors d'un conseil de surveillance avec la nomination de M. Breton à la place de M. Germond.

#### Face au risque de faillite, les républicains sont tentés de laisser Chrysler, Ford et General Motors à leur destin. De leur côté,

les démocrates redoutent une catastrophe

#### **NEW YORK**

CORRESPONDANT

a semaine s'annonce cruciale pour l'avenir de l'automobile américaine. A court de liquidités, le principal constructeur, General Motors (GM), risque d'être en cessation de paiement dès janvier. Ford pourrait connaître la même situation d'ici huit à dix mois. Quant à Chrysler, personne ne lui accorde d'autre avenir que de se trouver un nouvel actionnaire, d'être vendu par appartements ou de mettre la clé sous la porte.

Durant le week-end, la direction de GM comme le syndicat de l'automobile UAW ont fait le siège de tout ce que Washington compte d'élus pour les convaincre de voter une aide d'urgence. Le chef de la majorité démocrate au Sénat, Harry Reid, voulait proposer une motion dès lundi 17 novembre. Il propose que, sur les 700 milliards de dollars (555 milliards d'euros) du plan de renflouement des banques américaines par le Trésor, 25 milliards soient prélevés au profit des Big Three.

Mais le déblocage d'un tel prêt relais se heurte à deux obstacles, l'un au Congrès, l'autre à la Maison Blanche. La Chambre, à majorité démocrate, devrait le valider.



L'Amérique est divisée sur le sauvetage de son industrie automobile moribonde

Barack Obama s'était rendu en février à l'usine GM de Janesville (Wisconsin). Il préconise aujourd'hui une aide financière d'urgence pour permettre aux constructeurs de retrouver leur « viabilité ». JOHN GRESS/REUTERS

Mais au Sénat (qui siège encore dans sa composition d'avant les élections du 4 novembre), les démocrates doivent convaincre au moins 9 républicains de les rejoindre afin de contrer le « filibuster », cette méthode qui permet à l'opposition de faire obstruction à l'adoption d'un texte législatif. Or cela paraît très improbable.

Quant au président Bush, il a répété à deux reprises ces derniers jours qu'il s'opposera à un tel renflouement. Son secrétaire au Trésor, Henry Paulson, a rappelé que les 700 milliards de son plan étaient destinés « uniquement » au secteur financier.

La Maison Blanche insiste pour que le Congrès accélère une procédure de révision d'un prêt préférentiel de 25 milliards de dollars qu'il a voté pour favoriser la recherche dans le secteur automobile et dont le déblocage se heurte à des difficultés juridiques. Mais ce prêt n'aurait pas d'incidence majeure immédiate sur la disponibilité en trésorerie des constructeurs. Et dans l'esprit des démocrates, les deux prêts sont complémentaires, pas exclusifs.

Pourquoi faudrait-il éviter à tout prix une banqueroute à l'automobile américaine, demandent nombre de républicains? Ses constructeurs « sont des dinosaures », a estimé dimanche le sénateur de l'Alabama, Richard Shelby: « GM est sur la voie de l'oubli. Devons-nous intervenir pour ralentir ce cours inéluctable ? Je dis non. » Il exprimait une idée également répandue parmi certains experts : aucun sauvetage d'urgence ne remettra à flot une industrie aujourd'hui inadaptée. Une faillite, prônent-ils, serait préférable. Sous la protection d'un mandataire public, elle permettrait à l'automobile d'être restructurée à moindre frais.

#### Urgence

Car la tâche de la restructuration est énorme. Les constructeurs doivent notamment s'adapter aux nouvelles conditions du marché avec moins de véhicules utilitaires et des voitures moins consommatrices en carburant. Se placer sous le régime des faillites permettrait de mettre en œuvre ces chantiers à un coût bien moindre, plaident-ils

Tel n'est pas l'avis du président élu, Barack Obama. « Un effondrement de l'industrie automobile serait un désastre dans notre environnement [économique] », a-t-il déclaré dimanche. Lui souhaite

une aide financière d'urgence au service d'une nouvelle politique industrielle où l'automobile retrouverait sa « viabilité ». Une faillite, dit le PDG de GM, Rick Wagoner, aurait des effets catastrophiques sur la clientèle et la pérennité de nombreux sous-traitants. Près de 4,5 millions d'emplois directs ou induits seraient détruits en cas d'effondrement de leur secteur.

Ce bras de fer se joue dans une situation inédite. En phase de transition d'une administration à une nouvelle, généralement, aucune décision d'importance n'est prise. Mais l'urgence modifie la donne. Si les démocrates ne parviennent pas à réunir une majorité de 60 voix au Sénat, abandonnerontils leur projet pour obtenir, dans un marchandage avec la présidence, une décision favorable sur d'autres exigences qui leur paraissent aussi urgentes ? L'augmentation de la durée de l'indemnisation chômage, par exemple.

Mais le président Bush peut-il léguer à l'Histoire, « pour dernier acte, d'avoir refusé de sauver l'automobile américaine? », demande David Cole, le président de CAR, la première société d'études sur l'automobile aux Etats-Unis.

SYLVAIN CYPEL

INDUSTRIE LA FILIALE ALLEMANDE DE GENERAL MOTORS TOUCHÉE PAR LA CRISE

# A l'usine Opel d'Eisenach: « Aujourd'hui, personne ne peut dire comment ça va évoluer »

EISENACH (Allemagne)

CORRESPONDANCE Jürgen Schwanke refait le compte: d'abord, en octobre, trois semaines complètes d'arrêt de production. Puis, comme tous ses collègues de l'usine Opel à Eisenach, dans le centre de l'Allemagne, l'ouvrier a été mis au chômage technique chaque vendredi, depuis début novembre. Et les chaînes de montage cesseront encore de fonctionner la dernière semaine du mois.

« Au début, on prenait ça plutôt bien. Des arrêts, on en a déjà vécu. Mais il s'agissait de petites corrections, ça ne durait pas », raconte M. Schwanke, vêtu du pantalon gris et de la chemise blanche immaculée qui sont la marque des employés du site. Ce père de quatre enfants, âgé de 55 ans, à la chaîne depuis treize ans, n'a touché que 70 % de son salaire le mois dernier. « Aujourd'hui, personne ne peut dire comment ça va évoluer. C'est assez inquiétant », admet-il.

Opel subit de plein fouet le reflux du marché automobile. La filiale allemande du constructeur américain General Motors (GM) connaît aussi de graves problèmes de financement, et ses dirigeants devaient être reçus lundi 17 novembre par la chancelière, Angela Merkel, pour une réunion de crise.

Le groupe n'est pas un cas isolé: tout le secteur souffre de l'effondrement du marché. Daimler et BMW ont eux aussi annoncé des fermetures provisoires d'usines. Mais ces nouvelles n'ont rien de très réconfortant pour les 1800 employés d'Opel à Eisenach. Le site est le plus touché en Allemagne par les mesures de chômage technique chez le constructeur.

#### Poumon économique local

C'est dans cette usine, l'une des vitrines du groupe, que sont fabriquées les petites citadines Corsa: une toutes les 98 secondes, 750 par jour quand les chaînes de montage fonctionnent normalement. « Nous étions partis pour atteindre notre record de production cette année », précise Jürgen Hinkel, le chef adjoint du comité d'entreprise. En tout, 194 000 voitures en 2008. « Maintenant, nous ajustons nos pronostics semaine après semaine », explique-t-il.

Avec Opel, c'est le poumon économique d'Eisenach qui est touché. La ville, située en Thuringe, un land de l'ex-RDA, s'enorgueillit d'une tradition centenaire dans l'automobile : BMW a construit là son premier modèle. Du temps de l'Allemagne divisée, le combinat AWE y produisait la Wartburg, concurrente de la célèbre Trabant. Après la réunification, le groupe a sombré en quelques mois, entraînant Eisenach dans la récession.

Ouverte en 1992, l'usine Opel a permis à la ville de relancer sa spécialité industrielle. Les équipementiers sont arrivés dans la foulée, attirés par d'alléchantes subventions. Aujourd'hui, l'industrie automobile est le premier employeur de la région.

Pour l'instant, ce sont les travailleurs intérimaires qui trinquent. Selon les calculs du syndicaliste, ils sont plus d'un millier à avoir été renvoyés chez eux lors des huit dernières semaines, dans la région d'Eisenach. Actuellement, la ville de 43 000 habitants compte 9,7 % de sans-emploi, deux points de moins que le taux moyen dans les nouveaux lands, à 11,8 %.

Chez Opel, on ne craint pas encore les licenciements - en tout cas pas à haute voix. Mais les employés de l'usine n'ignorent rien des déboires que connaît, loin, très loin de chez eux, la maison mère de leur groupe, General Motors, au bord du dépôt de bilan. « Je représente les salariés, je me dois d'être optimiste, essaie de se convaincre M. Hinkel. Mais que se passera-t-il le mois prochain? Et en janvier? »

MARIE DE VERGÈS



# breakingviews.com

## Le syndrome islandais guette le Royaume-Uni



GEORGE OSBORNE, le porteparole de l'opposition sur les affaires financières, a été mal avisé de déclarer que la livre sterling pourrait « s'effondrer » si Gordon Brown laissait filer la dette nationale. Il est regrettable de voir des hommes politiques chevronnés pronostiquer en public la dépréciation de leur monnaie. De telles déclarations peuvent déclencher la panique, même s'il faut reconnaître que la remarque ne manque pas de pertinence.

Pour dire les choses clairement, il v a comme un air de ressemblance entre le Royaume-Uni et l'Islande. Le petit Etat insulaire s'est écroulé aussitôt que les investisseurs étrangers ont jugé l'Etat islandais incapable de secourir ses banques écrasées de dettes libellées en devises, dans un contexte de déficit commercial lourd. Lorsque ces dernières se sont vu refuser le secours des investisseurs étrangers, elles ont implosé, et la devise nationale a coulé comme un lingot de plomb.

#### Les excès d'Albion

Les excès d'Albion sont moins extrêmes, même s'ils sont assez importants pour nourrir l'inquiétude. Fin juin, les banques britanniques avaient accumulé une dette en devises équivalant au triple du produit national brut (PNB), quand, en Islande, le rapport était de un à sept. Bien évidemment, elles disposaient par ailleurs d'un montant considérable d'actifs en devises, mais le solde était négatif : les dettes excédaient les avoirs de 381 milliards de dollars (300 milliards d'euros). Le corollaire de ce déséquilibre est que les banques détiennent beaucoup d'actifs en livres sterling. Si cette monnaie continue de se déprécier, la valeur des dettes libellées en devises s'en trouvera augmentée d'autant dans le bilan des banques, où elle est est peu probable, mais il vaut convertie en livres : un foyer de pertes pourrait se développer.

Certains penseront que tout ceci n'est pas très grave. Après tout, l'Etat britannique vient de recapita-

liser les banques et de garantir 250 milliards de livres (292 milliards d'euros) d'emprunts. Il a aussi donné sa caution sur des emprunts libellés en devises. Le hic, c'est que ses réserves en devises stagnent à un niveau très bas. Elles ne couvrent qu'un dixième de la dette nette en devises des banques. Si la situation s'envenimait, l'Etat devrait, pour honorer sa garantie, se procurer des devises fortes à tout prix, en mendiant de l'aide ou en ayant recours à l'emprunt.

#### **Enorme déficit commercial**

Si le secteur privé drainait beaucoup de devises via les échanges commerciaux, l'Etat pourrait trouver des ressources sur son territoire. Mais ce n'est pas le cas. Le déficit commercial britannique est énorme. Là encore, la ressemblance avec l'Islande est assez lointaine. Le déficit commercial islandais a régulièrement franchi la barre des 10 % du PNB depuis 2004; au Royaume-Uni, il n'atteint que 3 % du PNB, mais c'est suffisant pour que le pays ait besoin chaque année d'attirer 40 milliards de livres de capitaux étrangers pour compenser le déficit commercial.

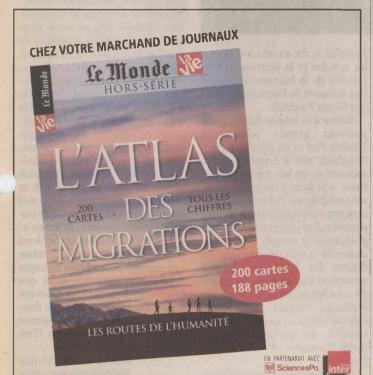
Enfin, il y a la question soulevée par M. Osborne: le recours du gouvernement à l'emprunt. Le déficit budgétaire de l'Etat est important, et il ne pourra que s'accentuer du fait de la récession et de la baisse prévisible des recettes fiscales. M. Brown envisage aujourd'hui de l'accroître pour empêcher la récession de se transformer en profonde dépression économique. L'un dans l'autre, le déficit budgétaire pourrait atteindre 5 % du PNB en 2009.

En temps normal, il suffirait à M. Brown de lancer un solide emprunt d'Etat, en faisant notamment appel aux souscripteurs étrangers. Mais la nervosité ambiante des marchés pourrait rendre les emprunts libellés en livres moins attractifs aux yeux du reste du monde.

La livre s'est déjà beaucoup dépréciée : son taux de change vient de reculer de 10 % en un mois, et elle a perdu encore plus de valeur vis-à-vis du dollar. Si une crise de confiance se déclarait, la situation pourrait dégénérer. Le Royaume-Uni ne trouverait plus forcément à emprunter, ni auprès des investisseurs étrangers, ni auprès des investisseurs nationaux, lesquels seraient tentés de convertir leurs avoirs en devises fortes pour les mettre à l'abri. Un tel scénario mieux ne pas jouer avec le feu.

HUGO DIXON ET EDWARD HADAS

Pour plus de commentaires, connectez-vous sur breakingviews, com



# Ecofrictions La Turquie peut-elle se passer du FMI?

es marchés s'impatientent. Depuis le début de la crise financière mondiale, les milieux d'affaires turcs réclament un peu de bon sens de la part du premier ministre, Recep Tayyip Erdogan. « La Turquie devrait signer un nouvel accord avec le Fonds monétaire international (FMI), a répété Arzuhan Yalçindag, la présidente de la Tüsiad, le patronat turc. Cela ne blesserait pas son honneur. »

Malgré les pressions, le chef du gouvernement se montre réticent à l'idée de s'engager avec le FMI. Le dernier prêt, d'un montant de 10 milliards de dollars (8 milliards d'euros), a pris fin au mois de mai. Depuis, c'est le statu quo. « Pas question d'assombrir notre avenir en cédant au FMI », a claironné, fin octobre, M. Erdogan. Il accuse l'institution de vouloir « étrangler la Turquie ». « Nous signons des accords uniquement si nos intérêts sont satisfaits », a-t-il ajouté.

Changement de ton, ce weekend, au sommet du G20, à Wash-

L'économie locale montre des signes de faiblesse. Un prêt de 20 milliards de dollars

Mais Ankara renâcle

donnerait un peu d'air.

ington, auquel la Turquie, 17 économie mondiale, était conviée. En marge de la réunion, M. Erdogan a multiplié les entretiens. Avec le patron de la Banque mondiale, mais surtout avec Dominique Strauss-Kahn, samedi. « La rencontre a été fructueuse, il pourrait y avoir un accord dans un futur proche », a déclaré le directeur général du FMI. Un prêt à moyen terme de la Réserve fédérale américaine (Fed) à la Turquie est également à l'étude.

En octobre, les discussions avec la délégation du FMI ont viré au dialogue de sourds. Une recommandation adressée à la Turquie a déplu: « Mettre en place un contrôle plus strict des dépenses publiques au niveau local. » Ce que refuse Ankara, à quatre mois d'élections municipales à fort enjeu. Le Parti de la justice et du développement au pouvoir espère confirmer sa percée dans le sud-est, à majorité kurde, et mène une politique dispendieuse dans les fiefs à conquérir. Un coûteux plan d'action pour cette région déshéritée est programmé. Le but est donc de gagner un peu de temps avant de signer.

Les dirigeants turcs soulignent volontiers que le système bancaire résiste bien au choc mondial. Mais, selon la plupart des analystes, l'économie turque montre d'inquiétants signes de faiblesse et risque, à trop tarder, de perdre son « avantage compétitif ». Un prêt de 20 milliards de dollars donnerait un peu d'air. Le représentant de la Banque mondiale en

Turquie, Ulrich Zachau a souligné, la nécessité de réduire l'endettement. Le déficit de la balance des paiements devrait atteindre 50 milliards de dollars en 2008 : la conséquence d'un retrait important des capitaux étrangers, moteurs de la bonne santé de l'économie turque depuis 2003.

Le gouverneur de la banque centrale, Durgun Yilmaz, a annoncé une baisse de 5,5 % de la production industrielle pour le mois de septembre, le plus fort recul depuis 2002. Des milliers d'emplois disparaissent déjà dans le textile ou l'automobile, avertissent les entreprises. Et les prévisions de croissance officielles pour l'année 2009 (+ 4 %) semblent intenables : une croissance nulle, voire négative, est attendue pour la fin d'année. Dans ces conditions, une aide du FMI « n'est pas nécessaire mais serait bénéfique à l'économie turque », a déclaré M. Yilmaz.

> GUILLAUME PERRIER (ISTANBUL, CORRESPONDANCE)

CONJONCTURE LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT NIPPON A RECULÉ DE 0,1 % AU TROISIÈME TRIMESTRE

# Le Japon, deuxième économie mondiale, est en récession

LA DEUXIÈME économie mondiale, celle du Japon, est entrée à son tour en récession au troisième trimestre, a annoncé Tokyo, lundi 17 novembre. Le produit intérieur brut (PIB) nippon a reculé de 0,1 % par rapport au deuxième trimestre (0,4 % en rythme annuel). Au deuxième trimestre, le PIB s'était déjà contracté de 0,9 % par rapport au trimestre précédent

(3,7 % en rythme annuel). « Le risque existe que la situation empire davantage », a reconnu le ministre de la politique économique et budgétaire, Kaoru Yosano. Cette récession, qui survient alors que les banques japonaises ont pourtant été peu affectées par la crise des subprimes, est la première au Japon depuis 2001, après l'éclatement de la bulle Internet

Le recul du PIB japonais au troisième trimestre s'explique par une dégringolade de 6,7 % en rythme annuel des investissements des entreprises, celles-ci évitant de construire de nouvelles usines ou retardant leurs achats de nouveaux équipements en prévision d'une chute de la demande aux Etats-Unis, premier client des exportations nipponnes.

**VALEURS DU CAC40** 

Lundi 17 novembre 9h30

« Le Japon a été aspiré vers le bas par la faiblesse de l'économie mondiale. Cela a pris la forme d'exportations plus faibles que prévu », a commenté Kyohei Morita, économiste chez Barclays Capital. L'annonce de cette entrée en récession, largement anticipée, n'a pas empêché le yen de s'apprécier lundi matin face au dollar et à l'euro. ■ - (AFP.)

l'uys	Indice	Dernier	% var.	Man 2008	Mini . 2008	PER
FRANCE	CAC 40	3297,68 17/11	0,19	5665,94 2/1	2959,29 24/10	8,30
	CAC Mid100	4593,24 17/11	0,62	7736,69 2/1	4172,89 27/10	
	CAC Small 90	4191,67 14/11	-0,29	8124,81 2/1	4075,92 28/10	
	SBF 250	2304,42 14/11	0,69	3953,69 2/1	2126,16 27/10	8,80
ALLEMAGNE	DAX Index	4722,88 17/11	0,27	8100,64 2/1	4014,60 24/10	11,20
ROYAUME UNI	FTSE 100 index	4226,65 17/11	-0,15	6534,70 4/1	3665,21 27/10	7,40
SUISSE	Swiss market	5827,00 17/11	-0,13	8421,00 3/1	5265,86 10/10	18,30
ETATS-UNIS	Dow Jones ind.	8497,31 14/11	-3,82	13279,54 2/1	7882,51 10/10	11,50
N	asdaq composite	1516,85 14/11	-5,00	2661,50 2/1	1428,54 13/11	14,30
IAPON	Nikkei 225	8522,58 17/11	0,71	15156,66 4/1	6994,90 28/10	11,50

							- 1	
COURS DE L'EURO			OR					
•••••••	Achat	Vente	LUNDI 17 NOVEM	BRE 9h46	5	Cours	% var.	
DOLLAR US	1,2638	1,2640	ONCE D'OR EN DO	LLAR	7	14,00	-3.74	
YEN	122,7700	122,8000	Procession of the Procession o		AAAAHAAAA	0.000		
COURONNE TCHÈQUE	25,2870	25,3070	PÉTROLE					
COURONNE DANOISE	7,4471	7,4481						
LIVRE STERLING	0,8556	0,8556	LUNDI 17 NOVEM	BRE 9h46	50	Cours	% var.	
FORINT HONGROIS	267,6100	268,6100	LIGHT SWEET CRUDE55.892.02					
ZLOTY POLONAIS	3,7080	3,7180						
COURONNE SUÉDOISE	10,0056	10,0106	TAUX					
COURONNE SLOVAQUE	30,3780	30,4790						
FRANC SUISSE	1,5116	1,5126	TAUX D'INTÉRÊT	LF 17/1	1			
COURONNE NORVÉG	8,7498	8,7548	THO A D INTERES	Taux	Taux	Танк	Taux	
ROUBLE	34,4930	34,5930		j.le J.	3 mois	10 ans	= 30 ans	
LIVRE TURQUE	2,0380	2,0480	FRANCE	3,03	4,22	3,89	4,61	
DOLLAR AUSTRALIEN	1,9364	1,9374	ROYAUME-UNI	3,00	4,18	4,15	4,75	
DOLLAR CANADIEN	1,5548	1,5558	ITALIE	3,03	4,22	4,60	5,39	
YUAN CHINOIS	8,6298	8,6398	ALLEMAGNE	3,03	4,22	3,60	4,31	
WON SUD-CORÉEN	1776,6000	1777,6000	JAPON	0,54	0,89	1,51	2,33	
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,2607	2,2707	ÉTATS-UNIS	0,41	2,24	3,67	4,50	
RAND SUD-AFRICAIN	12,8170	12,8270	SUISSE	0,97	2,08	2,53	3,29	
							(D.	

i	Valeur	Dernier	Cours préc.	% var. /préc.	% var.	Plus	Plus	Divid. net	Code
ı	ACCOR	27,60	27,30	1,10		56,30	24,23		FR0000120404
ı	AIR FRANCE-KLM	10,67	10.56	1,04		24,61	10,27		FR0000031122
ı	AIR LIQUIDE	68,18	68,33	-0,22		95,64	55,77	,	FR0000120073
ı	ALCATEL-LUCENT	1,85	1,78	4,04		5,15	1,44		FR0000130007
ı	ALSTOM	37,99	37,75	0,64		84,12	28,59		FR0010220475
ı	ARCELORMITTAL	16,81	16,77	0,24		67,79	15,30		LU0323134006
ı	AXA	14,07	13.89	1,26		27,60	11,91		FR0000120628
ı	BNP PARIBAS	46,33	46.80	1,03	-,	75,41	43,64		FR0000131104
	BOUYGUES	29,19	28,86	1,13		57,25	24,04		FR0000131104
ı	CAP GEMINI D	25,08	24,77	1,25		45,14	21,25		FR0000125338
ı	CARREFOUR	31,59	31,77	-0,55 -		53,75	24,16		FR0000120172
ı	CREDIT AGRICOLE	9,64	9,44	2,17 -		21,58	8,54		FR0000045072
ı	DANONE	43.51	43.55	-0,10		64,00	38,60		FR0000120644
ı	DEXIA	4,33	4,42	-2,15		18,86	3,57		BE0003796134
ľ	EADS	12,37	12.31	0,49		22,20	9,29		NL0000235190
ı	EDF	47,48	47.27	0,47 -4		83,90	35,20		FR0010242511
ı	ESSILOR INTL	32,55	32,68	-0,41		44,39	26,87		FR0000121667
ı	FRANCE TELECOM	19,55	19,57	-0,15		26,14	16,40		FR0000133308
ı	GDF SUEZ	34,56	34,76	-0,55		44,77	22,00		FR0010208488
ı	LAFARGE	43,51	43.45	0,15		125,45	41,52		FR0000120537
ı	LAGARDERE	28,47	28,36	0,39		54,68	23,56		FR0000130213
	L'OREAL	62,21	62,54	-0,53		99,26	53,32		FR0000120321
ļ	LVMH MOET HEN	41,83	41,34	1,20		83,93	41.01		FR0000121014
ı	MICHELIN	38,03	37,02	2,73		79,90	31,41		FR0000121261
ı	PERNOD RICARD	46,59	46.32	0,59		79,97	38,60		FR0000120693
ı	PEUGEOT	15,79	15,43	2,33		53,68	15.11		FR0000121501
ı	PPR	36,20	36,39	-0,54		112,76	36,00		FR0000121485
ı	RENAULT	19,10	18,70	2,14		99,16	18,52		FR0000131906
ı	SAINT-GOBAIN	27,21	26.94	1,02		65,26	23,05		FR0000125007
ı	SANOFI-AVENTIS	48,06	48,38	-0,66		66,90	36,05		FR0000120578
ı	SCHNEIDER ELECTRIC	48,03	48,00	0.07 -		94,29	38,84		FR0000121972
1	SOCIETE GENERALE	38,40	37,84	1,45		93,52	28,52		FR0000130809
ı	STMICROELECTRONICS D	5,96	5,91	0,88		9,89	5.71		NL0000226223
ı	SUEZ ENV.	13,40	13,44	-0,30	,	19,95	12,17	n/d	FR0010613471
ı	TOTAL	40,48	40.59	-0,28 -		59,50	31.52		FR0000120271
١	UNIBAIL-RODAMCO	108.55	107,33	1,13		175,50	103,11		FR0000124711
ı	VALLOUREC	85,84	83,80	2,45		224,45	69,00		FR0000120354
ı	VEOLIA ENVIRON.	19,40	19,37	0,15		64,00	16,55		FR0000124141
	VINCI	27.18	28.80	-5,62		51,15	21.70		FR0000125486
	VIVENDI	20,23	20,39	-0,76		31,60	16,32		FR0000127771
			FILTE		1700	FEE TO	111	I to III	
	Cours en euros.  1: valeur pouvant bénéficier d	dusarvica	de ràolem	ent diffé	ré/SPE	nalev it (r	e faicant l'	objet d'un	contrat d'anima
	tion. Plus haut et plus bas : de								

Retrouvez l'ensemble des cotations sur notre site Internet http://finance.lemonde.fr

#### SICAV ET FCP

SÉLECTION publiée sous la responsabilité de l'émetteur

Dernier cours connu le 17/11 à 9h

Cours date

en euro valeur

CAISSE D'EPARGNE

**ECUREUIL BENEFICESRESPONSABLES 32,48 13/11** ECUREUIL ACTIONS EUROP. C ECUREUIL CAPIPREMIERE C ECUREUIL CAPITAL C ECUREUIL DYNAMIQUE + D 26,92 13/11 ECUREUIL ENERGIE D 32,97 13/11 ECUREUIL EXPANSION C 18123,78 13/11 **ECUREUIL INVESTISSEMENT D** 

2554.75 13/11 ECUREUIL SECURIPREMIERE C ECUREUIL SENSIPREMIERE C ECUREUIL TRESORERIE C 66,08 13/11 ECUREUIL TRIMESTRIEL D 261.86 13/11

Crédit Mutuel La banque à qui parler CM-CIC EUROPE 18,27 13/11 Fonds communs de placements 15,77 13/11 CM-CIC EURO ACT C CM SELECTION PEA 5,99 13/11 13,90 13/11 CM-CIC MID EUROPE CM-CIC TEMPERE 149,63 13/11 26,55 13/11

26.45 13/11

www.labanquepostale-am.fr 3639 (0,34 €/mn) GMO ACTIONS LBPAM ACTIONS AMERIQUE C

LBPAM ACTIONS DEVELOURABLE C 88,56 13/11

LBPAM ACTIONS DEVELOURABLE D 81.45 13/11

CM-CIC FRANCE

I RPAM ACTIONS EURO R LBPAM ACTIONS FRANCE C LBPAM ACTIONS FRANCE D BPAM ACTIONS INDICE FRANCE LBPAM ACTIONS INDICE EURO LBPAM ACTIONS MIDCAP C LBPAM ACTIONS MONDE C LBPAM ACTIONS PACIFIQUE C LBPAM MONETAIRE D LBPAM OBLI LONG TERME D LBPAM OBLI REVENUS LBPAM PROFIL 100 C LBPAM PROFIL 100 D LBPAM PROFIL 100 S LBPAM PROFIL 15 D LBPAM PROFIL 50 C LBPAM PROFIL 50 D BPAM PROFIL 80 C LBPAM PROFIL 80 PEA ( LBPAM PROFIL 80 PEA D

LBPAM TRESORERIE P LBPAM TRESORERIE E

19,98 13/11 VIVACCIO ACTIONS 70,82 13/11 Fonds communs de placements 62.55 13/11 LBPAM ACTIONS TELECOM 61,27 13/11 LBPAM ACTIONS FINANCE **72,53** 13/11 **67,16** 13/11 LBPAM OBLI EUROPE D 154.30 13/11 CIC 13,86 13/11 125,61 13/11 FCP Multi-gestion 110,76 13/11 124,33 8/10 CM-CIC DYN.INTERN CM-CIC OBLIGATIOND 740,68 13/11 CM-CIC MID FRANCE 49,34 13/11 64.74 13/11 CM-CICJAPON 194,19 13/11 CM-CIC TEMPERE 195,27 13/11 179,38 13/11 CM-CIC EURO ACT C 188,63 13/11 64.28 13/11 72,09 13/11

37.95 13/11 41.05 13/11 105,11 13/11 cic-sicav.fr ou 01 42 66 88 88 19,95 13/11 134,48 14/11 25.01 14/11 4,79 12/11 3,26 12/11 15,65 13/11 149.63 13/11 26,45 13/11

# Le Monde

Mardi 18 novembre 2008

DOSSIER

# Comment le virus de la crise se transmet de pays en pays

L'onde de choc économique se propage à grande vitesse. C'est à ce constat que les chefs d'Etat du G20 réunis à Washington le 15 novembre ont été confrontés. De plus en plus de pays européens ou émergents entrent en récession ou subissent un fort ralentissement de leur activité. « Le Monde Economie » dresse la carte de la contagion qui gagne la planète, et en analyse les canaux de transmission

#### DANS LE DOSSIER

L'économie autrichienne souffre des malheurs de ses voisins de l'Est PAGE II ► Jacques Sapir, directeur d'études à l'EHESS : « Le sauvetage par le Kremlin des entreprises russes victimes de la crise de liquidités internationale renforce encore le capitalisme d'Etat » PAGE III



Le 14 novembre, la Hongrie a reconnu être entrée en récession dès le 1" semestre 2007. LASZLO BALOGH/REUTERS

#### DANS CE NUMÉRO

#### ÉCLAIRAGE

Ce que doit faire M. Obama face aux immenses défis qui l'attendent, par Martin Wolf

#### VIE AU TRAVAIL

La crise inquiète et démotive les salariés PAGE V

#### FOCUS

Les Journées de l'économie de Lyon



Entretien avec Roger Guesnerie, professeur au Collège de France

#### **EMPLOI**

SPÉCIAL DIVERSITÉ Les DRH veulent se montrer « handiaccueillants » PAGES VII-X

#### ANNONCES

#### PAROLES D'EXPERTS

PAGE XII

Dirigeants - Finance, administration, juridique, RH Banque, assurance Conseil, audit Marketing, commercial, communication ■ Santé ■ Industries et technologies Carrières internationales Multiposte **■** Collectivités territoriales

PAGES XI À XVIII

# Discriminations: la leçon américaine

'élection présidentielle américaine apparaît davantage comme une étape dans la longue marche vers l'égalité raciale que comme une révolution. Certes, beaucoup reste à faire. L'écart entre le taux de mortalité des Noirs et celui des Blancs est ainsi resté stable (aux environs de 40 %) depuis 1960. Le chemin parcouru n'en est pas moins impressionnant. Entre 1960 et 2000, le revenu médian des Noirs est passé de 65 % à 84 % de celui des Blancs. En 1967, un jeune Noir risquait deux fois plus d'abandonner le lycée qu'un Blanc. Ce rapport n'était plus que de 1,4 en 1997. Une véritable classe moyenne noire, socialement et politiquement intégrée, a émergé, rendant possible l'élection de Barack Obama à la présidence des Etats-Unis.

De tels progrès ont, dans une large mesure, été rendus possibles par l'existence de statistiques ethniques, qui n'ont cessé d'alimenter le débat aux Etats-Unis. Ces dernières ont trois fonctions essentielles: elles permettent de repérer les discriminations, d'en analyser les causes et d'évaluer l'efficacité des politiques publiques visant à les réduire.

#### L'ANALYSE DE LA SEMAINE **THIBAULT GAJDOS**

Leur importance est d'autant plus grande que le fait discriminatoire est complexe, et ne se résume pas aux discriminations visibles les plus évidentes.

Les discriminations sur le marché du travail sont à ce titre exemplaires. Il se peut qu'elles soient uniquement motivées par les préféren-

(racistes) des employeurs. C'est l'explication proposée par l'économiste Gary Becker dans les années 1950. Il est alors assez facile de mettre en évidence des discriminations à l'embauche sans recourir à des statistiques ethniques (par exemple à l'aide d'expériences de testing). Mais la discrimination peut prendre des

formes plus subtiles. Les économistes Kenneth Arrow et Edmund Phelps ont proposé dans les années 1970 le concept de « discrimination statistique ». Si la qualification des demandeurs d'emploi n'est pas parfaitement observable, un employeur peut chercher à utiliser des informations qu'il croit liées à la qualification. Supposons que les employeurs croient qu'en moyenne les Blancs sont plus qualifiés que les Noirs. Un employeur va alors considérer qu'à caractéristiques observables égales, un Blanc sera plus qualifié qu'un

Noir. Il proposera donc systématiquement un salaire plus faible à un « Entre 1960 et 2000, le revenu Noir qu'à un Blanc. Les Noirs auront donc moins d'incitations à médian des investir dans leur forma-Noirs est passé tion, et seront effectivement moins qualifiés. de 65 % à Les expériences de tes-84 % de celui ting sont, en ce cas, d'une utilité réduite.

des Blancs » Ces différentes formes de discriminations n'appellent pas les mêmes répon-

ses. Si des mesures de discrimination positive peuvent être justifiées dans le cas de discriminations statistiques, elles seront peu efficaces contre les discriminations liées aux préférences des employeurs.

Ces dernières peuvent nécessiter des mesures énergiques garantissant l'égalité de traitement à l'égard des minorités (quotas, etc.). Une lutte efficace contre les discriminations exige une analyse fine de leurs causes et de leurs conséquences. Cela nécessite des outils statistiques appropriés. C'est en grande partie parce qu'ils ont pris acte de cette nécessité que les Américains ont été capables de faire de tels progrès.

Qu'en est-il en France ? Faute de données statistiques, nous sommes incapables de dresser un tableau précis des formes de discrimination en France. Le peu de données disponibles montre qu'il s'agit d'un fait massif. A qualification égale, les Français d'origine maghrébine ont 2,5 fois moins de chance de trouver un emploi que les Français d'origine française. Il est stupéfiant qu'au nom du mythe si malmené de l'égalité républicaine, on hésite encore à se donner les moyens d'en prendre la mesure, se privant ainsi de toute chance d'un débat digne de ce nom sur les moyens de la combattre.

Thibault Gajdos est chargé de recherche au CNRS, Centre d'économie de la Sorbonne.

voter par correspondance.



CAHIER DU « MONDE » DATÉ MARDI 18 NOVEMBRE 2008, Nº 19848. NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

# Qui sont les prochains pays

L'Islande, l'Ukraine, la Hongrie, le Pakistan et la Serbie ont déjà fait appel au Fonds monétaire international

près l'Islande, la Hongrie, l'Ukraine, bientôt le Pakis-Atan et peut-être le Liban... Le G20 a confirmé, samedi 15 novembre, le Fonds monétaire international (FMI) dans son rôle de pompier volant, chargé d'étouffer les départs de feux avant qu'ils ne se communiquent, de pays en pays, à la planète entière. Rude mission car l'incendie se propage très rapidement : « Le besoin de liquidités des investisseurs financiers internationaux les amène à vendre des actifs un peu partout dans le monde : tous les pays sont touchés par la contagion boursière », explique Jean-Louis Mourier, coresponsable de la recherche économique de la

iété de Bourse Aurel. es pays du G7 ont exporté leur crise de liquidités vers les pays émergents, même ceux qui étaient "sains" », ajoute Sylvain Broyer, responsable du département économie de Natixis.

Baisse de la demande mondiale, chute du prix des matières premières, recul du crédit, volatilité des monnaies: les canaux de transmission

sont nombreux et atteignent, in fine, l'économie « réelle » - les ménages et les entreprises -, sous la forme, bien concrète, de pertes de commandes, de factures non honorées, de refus de prêts bancaires, de faillites et de suppressions d'emplois. D'où l'intérêt du suivi des « incidents de paiement graves » réalisé pays par pays par la Coface, l'un des leaders du marché de l'assurance-crédit.

le mécanisme de propagation de la crise du crédit. Dès janvier, les Etats-Unis, l'Espagne et le Portugal sont touchés, indique Yves Zlotowski, son économiste en chef. « Il s'agit, pour les deux premiers, de pays où les anticipations de croissance étaient fortes, et la prise de risque par conséquent plus élevée. L'éclatement de la bulle immobilière a inversé du jour au lendemain les perspectives. » En mars, c'est le tour du Royaume-Uni, de l'Irlande, du Japon, de l'Italie et des pays Baltes, mais aussi du Canada et du Mexique. « Pour ces deux derniers, comme pour le Portugal en janvier, c'est moins la situation locale que le voi-

« Pour

le Mexique

et le Canada,

c'est surtout

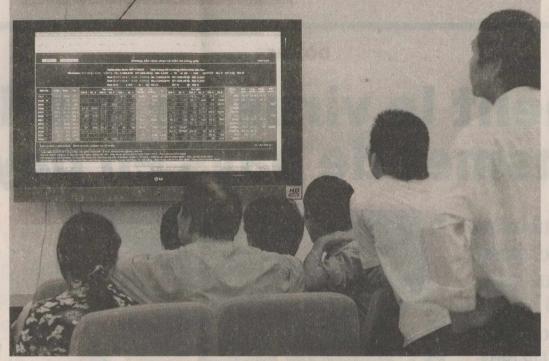
le voisinage

des Etats-Unis

qui explique la

sinage avec les pays épicentres de la crise qui explique la dégrada-tion », poursuit M. Zlotowski: pertes de marchés, effet de la défaillance d'un donneur d'ordres, retour des immigrés, premières victimes de l'ajustement dans le pays hôte. Sans parler de la perte de confiance face aux difficultés du grand voisin.

dégradation » En septembre, c'est à la France, à l'Islande et à Hongkong de témoigner de la montée des défauts de paiement. Pour la France – comme pour l'Italie et le Japon en mars -, « il s'agit surtout des conséquences de la crise bancaire et d'une crise de confiance qui mine l'investissement et engendre une forte aversion au risque ». Simultanément, les pays émergents caractérisés par un fort taux d'endettement des ménages et La chronologie des dégrada- des entreprises, souvent débi- 40 % dans les pays baltes), en culatives tandis que l'entrée dans la tions notées par la Coface retrace teurs en devises, sont aussi tou- Amérique latine (+ 37 % en zone euro a été repoussée... », expli-



L'économie vietnamienne est fragilisée par l'explosion des crédits (+50 % au quatrième trimestre 2007). CHITOSE SUZUKI/AP

chés: Vietnam, Afrique du Sud, Hongrie et, à nouveau, les pays

« L'Argentine et la Hongrie ont d'importantes dettes externes, publiques et privées, à court terme et en dollars », ce qui les fragilise face à la raréfaction des capitaux, explique M. Broyer : la première doit l'équivalent de 15,6 % de son produit intérieur brut (PIB), exigible à moins de deux ans, et la seconde 11,2 %. De plus - syndrome islandais -, l'expansion du crédit a été « particulièrement robuste » en 2007 dans les pays émergents d'Europe (+ 60 % en Roumanie, + 51 % en Russie, au-delà de

Argentine, + 29 % au Brésil) ou au Vietnam (+ 50 % en rythme annuel au quatrième trimestre 2007), selon Goldman Sachs. Aujourd'hui, cette bulle de crédit éclate, touchant surtout les pays d'Europe centrale et de l'Est ayant un peu trop anticipé leur entrée dans la zone euro: des banques européennes se sont par exemple installées en Hongrie pour accorder des prêts en euros aux ménages et aux entreprises, à des taux inférieurs au loyer de l'argent en monnaie locale. « Mais en février 2007, le pays a dû laisser flotter le forint, qui s'est beaucoup déprécié sous l'effet d'attaques spéculatives tandis que l'entrée dans la

que M. Broyer. Ce type de scénario, craint M. Zlotowski, pourrait s'étendre à d'autres pays qui ont jusqu'ici résisté : la Roumanie, la Bulgarie, « très vulnérables au cre-dit crunch [pénurie de crédit,

Mais ce sont les notes du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine - les BRIC - que scrute avec le plus d'inquiétude la Coface. Pour l'instant, leurs entreprises résisteraient bien. Le maintien d'une importante consommation interne, mais surtout les immenses liquidités dont elles disposent, elles-mêmes ou via les banques centrales de leurs Etats, leur ont permis d'éviter les

sie. La dette externe brésilienne à court terme pèse seulement 2,5 % de son PIB, la russe 3,7 %, la chinoise 6,2 % et l'indienne 1,2 %, selon Natixis. « La dépendance à l'égard des capitaux étrangers est moins importante que lors de la crise asiatique de 1997. Beaucoup de pays ont accumulé des excédents, des réserves de change, même si elles ne seront pas forcément suffisantes... », explique M. Mourier.

Le choc mondial auquel les BRIC sont confrontés est multiforme. La baisse de la demande occidentale se répercute sur la production chinoise, et plus violemment encore dans la chute des prix des matières premières, qui touche la Russie, le Venezuela, le Brésil, le Mexique, etc. D'internationale, la crise de confiance peut finir par gagner l'intérieur. Marina Vlasenko, analyste de la Commerzbank, relate, dans une note du 13 novembre, que les retraits dans les banques russes pourraient atteindre 7% en septembre-octobre, en se basant sur les données publiées dans la presse locale. Ce n'est sans doute pas fini.

Mais, pour la Coface, c'est en Chine que le risque de défaut des entreprises apparaît aujourd'hui le plus plausible, même s'il ne s'est pas encore vérifié à une échelle suffisante pour justifier une dégradation de la note du pays. Toute la question, maintenant, est de savoir si la capacité d'injection de liquidités du système bancaire étatisé chinois et le plan de relance de 455 milliards d'euros annoncé par Pékin dimanche 9 novembre, seront à la hauteur des pertes abyssales qui pour-

ANTOINE REVERCHON ET

# L'économie autrichienne souffre des malheurs de ses voisins de l'Est

L'exposition des banques viennoises en Europe centrale et balkanique serait de 290 milliards d'auros

CORRESPONDANCE a crise financière? Quelle crise? En Autriche comme ailleurs, le discours officiel met l'accent sur son caractère international et sa dimension « virtuelle ». Mais avec plus de deux tiers des actifs placés à l'étranger, les grands groupes bancaires autrichiens sont particulièrement vulnérables. Quant à l'économie réelle, fortement tournée vers les exportations et le tourisme, elle ne peut pas ignorer les effets d'un essoufflement de la croissance sur ses marchés est-

Après Erste (2,7 milliards d'euros), c'est au tour de Raiffeisen de réclamer sa part des 15 milds d'euros mis à la disposition oanques du pays par le gouvernement à des fins de recapitalisation. Deux autres grands établissements, Volksbanken et BankAustria, devraient leur emboîter le pas sous peu. « La situation des banques autrich est solide, l'injection gouverne. ·le est une simple vaccination tinée à garantir la liquidité in 'ancaire », s'empresse de s ver Huber, porte-paro e de la Banque nationale autrichienne. Avant de concéder toutefois que « le niveau de couverture des capitaux propres était descendu très bas ». Dangereusement bas ?

Les banques autrichiennes, favorisées par la proximité géographique et les liens historiques avec les pays d'Europe centrale, ont été les premières à réagir à l'ouverture à l'Est. Elles s'y sont implantées dès le début des années 1990. En 2005, 35 % des profits du secteur bancaire en Europe centrale et dans les Balkans ont été réalisés par des banques autrichiennes. Cette région représente même plus de 50 % des bénéfices des institutions financières du pays.

C'est dire aussi que leur exposition est élevée. Les actifs détenus au-delà de l'ancien rideau de fer sont évalués, selon les sources, de 290 à 300 milliards d'euros, soit de 68 % à 70 % du produit intérieur brut (PIB) national. L'aide de 100 milliards d'euros destinée à garantir les dépôts bancaires et à recapitaliser les établissements en difficulté, voté le 20 octobre par le Parlement, servirait-elle à financer les déficits courants des pays d'Europe centrale? Tant que les banques restent en mesure de faire face aux besoins de liquidité, la crise demeure en grande partie virtuelle. Mais la chute

en Bourse des actions des banques Erste et Raiffeisen est bien réelle. Tout comme le resserrement des conditions de crédit aux entreprises, en Autriche comme au-delà du Danube.

Car la crise financière ébranle aussi fortement l'économie réelle des Etats d'Europe centrale et orientale, qui absorbent à eux seuls 18 % des exportations autrichiennes.

Tous les secteurs de l'économie du pays seront touchés par la baisse de la consommation domestique chez les partenaires commerciaux du pays, estime la Chambre économique d'Autriche. La croissance des exportations devrait plafonner à 2 % en 2009, contre encore 5 % en 2008 et 10 % en

Dans un contexte de resserrement des crédits aux entreprises et de mesures d'épargne de la part des collectivités locales, les plus affectés risquent d'être le bâtiment et les machines-outils. Tout comme l'équipement automobile. Récemment, 4 000 employés de l'équipementier Magna sont passés en horaires réduits. Le tourisme (9 % du PIB), réorienté ces dernières années vers la clientèle est-européenne et russe, pourrait aussi s'essouffler.

Pour la deuxième fois cette année, les indicateurs macroéconomiques viennent d'être revus à la baisse. Selon les nouvelles pré-

« Les actifs

détenus au-delà

de l'ancien

rideau de fer

représenteraient

68 % à 70 %

du PIB national >>

visions, la croissance ne sera que de 2 % en 2008 pour décélérer encore en 2009 à hauteur de 0,9 % à 1,2 %. L'Institut des hautes études (IHS) évoque désormais « un risque non négligeable que la confiance entre les banques ne soit pas rétablie et que la crise actuelle entraîne une stagnation à long terme de l'économie réelle ». Dans ce

contexte, les 300 millions d'euros du premier « paquet de soutien à la conjoncture » risquent de faire long feu. Un second paquet de 2 milliards d'euros, axé sur le soutien à l'investissement, est encore en négociations.

« Les pays d'Europe centrale, d'ailleurs diversement touchés, n'en continuent pas moins de rattraper leur retard », tempère cependant Walter Koren, directeur de l'économie extérieure à la Chambre économique. Malgré l'ombre jetée par la crise financière, les taux de croissance de l'Autriche et des pays voisins, à l'exception de la Hongrie, restent il est vrai supérieurs à ceux de la zone euro.

LAURENCE MONNOT

# QUESTIONS-RÉPONSES

# Prêts

Les pays émergents peuvent-ils connaître une crise de paiement?

Un pays (Etat et entreprises) est en crise de paiement lorsqu'il n'est plus en capacité d'honorer ses dettes extérieures. Cette capacité peut être entamée par une baisse de la valeur de sa monnaie par rapport aux devises dans laquelle ses dettes sont libellées, ou encore par l'insuffisance de ses réserves de

Aujourd'hui, les grands pays émergents ont une dette extérieure à court terme, publique et privée, qui reste inférieure à leurs réserves en devises alors que « presque toutes les crises majeures dans les dix à quinze dernières années se sont produites quand ce ratio dépassait les 100 % », rappellent les économistes d'ING dans une étude du 13 novembre.

La Thaïlande, l'Indonésie et la Corée du Sud étaient entrées en crise en 1996, comme l'Argentine et la Turquie en 2000, avec une dette externe à court terme comprise entre une fois et deux fois leurs réserves de change; pour Hongkong en 1997 et la Russie en 1998, ce ratio était de deux fois et demie. Aujourd'hui, la dette de l'Ukraine et de la Turquie, parmi les plus élevées, ne représente qu'un peu plus de la moitié des réserves de change de ces pays.

Dans quels pays le Fonds monétaire international (FMI) est-il déjà intervenu depuis le début de la crise ?

• Le 22 octobre, le FMI annonce avoir reçu des

demandes d'aide de la Hongrie, du Pakistan, de l'Islande, de l'Ukraine et de la Biélorussie.

• Le 24 octobre, le FMI et l'Islande concluent un accord sur les conditions d'octroi d'un prêt de 2 milliards de dollars, mais les discussions pour le versement effectif du prêt se

• Le 26 octobre, le FMI annonce un prêt de 16,5 milliards à l'Ukraine. Une première tranche de 4,5 milliards est versée le 10 novembre.

• Le 28 octobre, le FMI annonce, aux côtés de l'Union européenne et de la Banque mondiale, un total de 20 milliards d'euros de prêts à la

• Le 31 octobre, le FMI conclut un accord avec les Seychelles sur les conditions d'octroi d'un prêt, dont le versement doit être examiné le 14 novembre.

• Le 7 novembre, le Liban demande au FMI une « extension » d'un prêt consenti en avril 2007. Cette demande devait être examinée par le FMI le 14 novembre.

• Le 13 novembre, le FMI conclut un accord avec la Serbie autorisant ce pays à emprunter, si nécessaire, jusqu'à 500 millions de dollars. Le FMI indique également que « les discussions avec le Pakistan [qui a demandé un prêt de 4,5 milliards de dollars] sont bien avancées » et qu'« une mission est actuellement à Minsk [capitale de la Biélorussie] pour discuter d'un éventuel programme soutenu par le

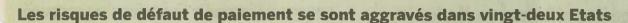
#### POUR EN SAVOIR PLUS

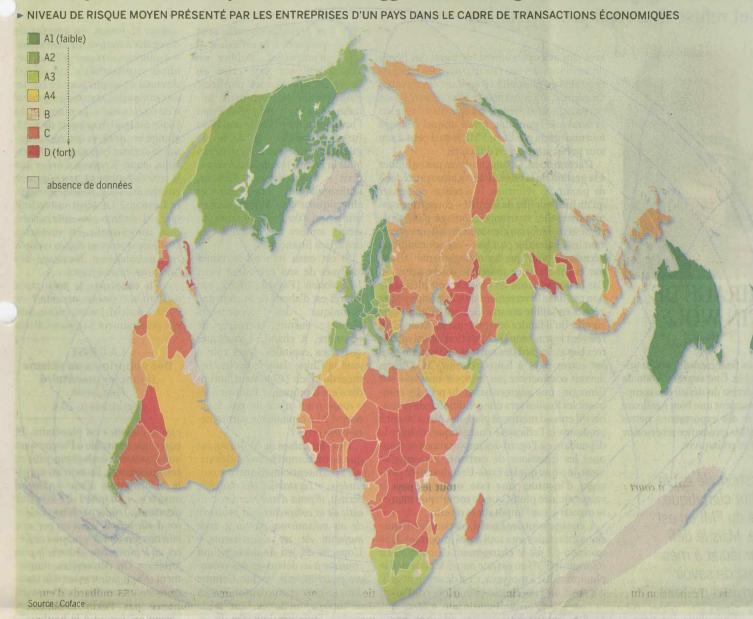
« Les notations pays et secteurs », toutes les notes de l'assureurcrédit Coface, filiale de la banque Natixis

(www.risque-pays.coface.fr/fr/).

World Economic and Financial Surveys, World Economic Outlook Database, édition d'octobre 2008. Données macro-économiques (en anglais) du Fonds monétaire international sur 181 pays (www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2008/02/weodata/index.aspx). Carte risques pays 2008, publiée par Euler Hermes Sfac, la société d'assurance-crédit du groupe Ailianz (www.eulerhermes.fr/fr/ rubrique publications).

# à qui le FMI portera secours?





LISTE DES PAYS LES PLUS TOUCHÉS\*

LISTE DES PATS LES PLUS TOUCHES							
	Prévisions de croissance 2009, en %	Prévisions de déficit de la balance des paiements 2009, en % du PIB					
	(entre parenthèses figurent les chiffres de 2007						
Afrique du Sud	3,31 (5,12)	- 8,15 <b>(- 7,26)</b>					
Canada	0,3 (2,71)	- 0,01 (0,88)					
Espagne	- 0,25 <b>(3,66)</b>	- 7,73 <b>(- 10,08)</b>					
Etats-Unis	- 0,7 (2,02)	- 3,33 (- 5,29)					
France	- 0,5 <b>(2,17)</b>	- 2,73 <b>(- 1,18)</b>					
Hongkong	3,47 (6,36)	10,29 (13,53)					
Hongrie**	1,7 (2,0)	- 6,10 <b>(- 5,01)</b>					
Islande	- 3.09 <b>(4.85)</b>	-13,72 (- 14,59)					
Japon	- 0,2 <b>(2,08)</b>	3,73 (4,81)					
Lettonie	- 2,18 <b>(10,30)</b>	- 8,32 <b>(- 22,94)</b>					
Mexique	1,80 (3,20)	- 2,15 <b>(- 0,56)</b>					
Royaume-Uni	- 1,3 (3,02)	- 3,39 <b>(- 3,75)</b>					
Tunisie	5,0 (6,30)	- 3,45 (- 2,64)					
Vietnam	5,45 (8,48)	- 10,40 <b>(- 9,85)</b>					
*Aggravation du niveau	i de risque baisse de la i	croissance					

et dégradation de la balance des paiements \*\* entre parenthèses chiffres 2008

Sources: Coface et FMI: Goldman Sachs pour la Hongrie

L'assureur-crédit Coface attribue à 155 pays une « note de risque » révisée tous les trimestres en fonction du nombre de défauts de paiement des entreprises de ce pays, que ce défaut soit dû ou non à une faillite. Cette note, reflet de l'état de l'économie réelle, est pondérée par un indicateur d'« environnement des affaires » incluant les données macroéconomiques (taux de croissance, balance des paiements, dettes publique et privée, réserves de change), mais aussi le niveau de protection juridique des entreprises, le degré de corruption, l'efficacité des services publics, ou encore la transparence des informations concernant les entreprises.

Entre janvier et octobre, la Coface a dégradé la note de 22 Etats. Parmi ceux-ci, 20 connaîtront également en 2009, selon les prévisions - établies en octobre ou en novembre selon les pays - du Fonds monétaire international (FMI), une baisse d'au moins un point de leur taux de croissance économique par rapport à celui enregistré en 2007, avant le début de la crise. En outre, ces 20 pays souffrent d'une balance de paiement déficitaire ou bien, si elle est bénéficiaire, subiront en 2009 une dégradation d'environ un point de produit intérieur brut (PIB) de leur balance de paiement. En plus des 14 pays présentés de façon plus détaillée ci-dessus,

l'Estonie, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Nouvelle-Zélande et le Portugal se trouvent dans cette situation.

Cette liste ne concerne que les pays dont la crise a fortement dégradé la situation, et non ceux qui étaient déjà fragiles avant son déclenchement, que ce soit en raison du niveau élevé de risque pour les entreprises (notes C et D en Afrique, Amérique latine, Asie centrale et dans certains pays d'Asie du Sud-Est et d'Europe de l'Est), et/ou de finances nationales très dégradées, sous l'effet de déficits publics importants, de faibles réserves de change ou d'un taux d'endettement élevé (Ukraine, Turquie, Pakistan)

## Jacques Sapir: « Le sauvetage par le Kremlin des entreprises russes victimes de la crise de liquidités internationale renforce encore le capitalisme d'Etat »

Depuis le mois de juin, les indices de la Bourse de Moscou ne cesent de décliner, le rouble se déprécie, et l'agence Fitch vient de corriger les perspectives du pays de stable à négatif. La crise financière a-t-elle gagné la

On peut difficilement parler de crise financière dans un pays qui possède la troisième plus grande réserve de change mondiale, avec 484 milliards de dollars au 1° novembre, et dont l'excédent budgétaire sur le 1er semestre 2008 a été de 11 % du produit intérieur brut [PIB]! Quant à la Bourse, son volume de transactions est ridicule: l'indice RTS (principal indice coté en dollar) ne représente que 85 millions de dollars, dont 60 % sont des actifs e Gazprom.





**JACQUES SAPIR** 

Parler de risque pays pour la Russie serait une erreur. S'il v a bien des sorties de capitaux, aucun analyste même parmi les plus prudents n'envisage de défaut de paiement, puisqu'il n'y a pas de dette publique. Quant

à la baisse du prix du pétrole, il faut savoir que la Russie établit ses prévisions budgétaires sur un baril à 50 dollars pour ses dépenses et à 70 dollars pour ses recettes.

La Russie serait donc épargnée ?

Non. Car la crise financière mondiale se traduit d'abord par une réduction des investissements en portefeuilles venus de l'étranger (le premier investisseur étant le Royaume-Uni). Les grandes entreprises ont été frappées par la crise de liquidités internationale, qui a empiré depuis la fin de l'été, et elles n'ont dû leur survie qu'à une forte intervention de l'Etat, qui a racheté des actions. Certains marchés d'export pour les aciers et métaux russes stagnent, en particulier le secteur automobile une bonne partie des voitures construites en Europe le sont avec des aciers russes. Du Fonds monétaire international au gouvernement russe, tout le monde révise donc les taux de croissance à la baisse pour 2009, de 4 % à 6,4 % du PIB pour les plus optimistes, contre 7 % à 8 %

en 2008. Cela dit, la croissance est ra-t-elle d'une baisse de ce type largement soutenue par une forte demande intérieure – la hausse des salaires nominaux a été de 29,4 % en rythme annuel en septembre..

De quels leviers dispose l'Etat pour contrer l'impact de la crise ?

Le gouvernement réévalue sa stratégie. La politique du rouble fort pour contenir l'inflation, défendue par le ministre des finances, Alexeï Koudrine, n'était plus tenable dans un contexte baissier. La Banque centrale a donc laissé glisser le taux du rouble par rapport au dollar. Elle a élargi la bande de fluctuation de la devise russe, qui est indexée à 45 % sur l'euro et 55 % sur le dollar. Depuis fin août, l'Etat a vendu 30 milliards de dollars de réserve de change pour soutenir le rouble. L'Etat dispose, outre ses réserves de change, de deux autres instruments financiers: le Fonds de stabilisation, qui représente quelque 170 milliards de dollars officiellement, mais au moins 200 milliards de dollars en réalité, et la capacité de financement des grandes entreprises publiques (Gazprom, Rosneft, Transneft), auxquelles les autorités russes font faire des opérations d'investissement à la place du budget, comme ce fut le cas avec le récent sauvetage d'Avtovaz (Lada).

L'Allemagne, avant la France, est le premier investisseur direct en Russie. La crise s'accompagne-

d'investissement? Très vraisemblablement. Les industriels européens qui ont des gros projets d'investissement en Russie vont avoir des problèmes de financement sur les marchés occidentaux. Leur chiffre d'affaires va baisser, et ils seront confrontés à des banques frileuses. Mais comme le marché russe va rester vaste et très attractif, je n'exclus pas que ces industriels européens empruntent au Fonds de stabilisation russe pour se développer en Russie.

Comment la société réagit-elle à

la crise? La crise de 1998 avait tétanisé les Russes. Il en résulte aujourd'hui un manque de confiance certain dans le gouvernement et une nervosité palpable. De nombreux citoyens se sont demandé en septembre s'ils devaient retirer leurs dépôts des banques. Ce qui est totalement infondé, puisque les produits

2008 Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) depuis 1996, Jacques Sapir enseigne aussi à l'Ecole économique de Moscou. 2001 II reçoit le prix Turgot du livre d'économie financière pour Les Trous noirs de la science économique (Ed. Albin Michel). 1998 Il est l'auteur de Le Krach russe, La Découverte.

toxiques n'y existent pas.

L'autre évolution de taille est que, quoi qu'ils en disent, les dirigeants ne croient plus au libéralisme. Ils reviennent à des logiques où l'Etat est un acteur important et structurel de l'activité économique d'une économie capitaliste. Ce que la France a fait dans les années 1950, à savoir des logiques protectionnistes, interventionnistes, et une

politique industrielle pilotée par l'Etat. L'Etat qui intervient de manière dispersée dans beaucoup de secteurs est en train de devenir un très gros actionnaire. Cette forme de capitalisme d'Etat lui facilite la gestion de la crise financière. La politique mise en place par Vladimir Poutine en 2004-2005 se renforce. ■

> PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE RODIER



# Ce que doit faire M. Obama face aux immenses défis qui l'attendent

Il faut que le futur président des Etats-Unis engage des réformes radicales pour lutter contre la récession et refuse tout repli protectionniste

n élisant Barack Hussein Obama à la présidence, les Américains ont choisi un intellectuel, un prophète de l'unité et le fils d'un Noir kényan et d'une Américaine blanche. Ils ont rejeté la politique de peur et de division qui a fait tant de mal à leur pays. Je fais partie des milliards d'individus qui ont été à la fois stupéfaits et enchantés par cet événement. Mais cette élection n'est que le premier pas. Peu de présidents ont été confrontés à des défis aussi immenses que le sera M. Obama. Parmi eux figurent deux des plus grands - Abraham Lincoln et Franklin Delano Roosevelt (FDR). M. Obama se considère leur héritier. Reste à savoir s'il sera capable de se hisser à leur très haut niveau.

L'agenda du nouveau président a de quoi décourager. La puissance de son pays est diminuée, mais les Etats-Unis restent la plus grande vuissance et l'unique leader du monde. Ils possèdent des atouts inégalés. La présidence de George W. Bush constitue l'exemple même de la façon dont il ne faut pas les utiliser. La présidence Obama doit résolument prendre le chemin opposé. Ce sont les événements qui détermineront ses priorités. Mais un événement d'importance est en cours : le monde s'enfonce dans la récession, peut-être la pire depuis la seconde guerre mondiale. Pourtant le nouveau président devra relever ce défi par des moyens qui sauront préserver ce qui représente l'une des plus grandes réussites de ses prédécesseurs : une économie mondiale ouverte. C'est sous FDR et Harry Truman, tous deux démocrates, que les Etats-Unis ont commencé à libérer le monde des politiques autarciques des années 1930. L'Amérique ne doit pas tourner le dos au monde qu'elle a façonné. En l'absence de réformes créatives et radicales, c'est pourtant ce qu'elle risque de faire.

Sur le court terme, une nouvelle et massive impulsion fiscale s'impose, fermement appuyée par une politique monétaire agressive. Les analystes ont revu tres rapidement à la baisse leurs prévisions pour 2009, à la fois pour les Etats-Unis et pour le reste du monde. Début novembre, le Fonds monétaire international (FMI) a diminué ses prévisions pour la croissance mondiale en 2009, les faisant passer du 1,9 % qu'il prévoyait en octobre à seulement 1,1 %. On s'attend désormais à ce que les économies avancées se contractent de 0,3 %

Un creusement supplémentaire du déficit fiscal américain compenserait l'augmentation de l'excédent financier - l'excédent de revenus par rapport aux dépenses - toujours souhaitable dans le secteur privé en période de récession. Au début des années 1980, l'excédent du secteur privé atteignait 6 % du produit intérieur brut (PIB). Mais il est probable que les Etats-Unis enregistreraient un déficit des comptes courants de 4 % du PIB, même si l'emploi restait à un niveau élevé. Comme la somme de la balance es capitaux privés, de la balance extérieure et de la balance des comptes publics doit être égale à zéro, il faudra peut-être laisser le déficit fiscal atteindre 10 % du produit intérieur brut.

Des déficits fiscaux aussi vertigineux ne peuvent être qu'une solution temporaire. Aux Etats-Unis et dans d'autres pays ayant un secteur privé très endetté, comme le Royaume-Uni, un



L'ÉCLAIRAGE DE MARTIN WOLF

retour aux gros déficits financiers du secteur privé n'est pas souhaitable. Une augmentation de l'épargne et une réduction du déficit des comptes courants constitueraient une bien meilleure issue. La progression des exportations nettes qui a été si essentielle à la croissance américaine depuis deux ans doit se poursuivre.

> Une question-clé est le changement climatique. La réforme du FMI en est une autre. Mais le défi le plus immédiat à mes yeux, c'est de savoir ce qu'il convient de faire sur le plan de la régulation financière

Pour que la correction extérieure américaine soit cohérente avec la croissance globale, la demande doit fortement augmenter ailleurs, notamment dans les pays à excédent chronique. La nouvelle administration devrait aider le monde à bien comprendre un point qui préoccupait déjà John Maynard Keynes : il est difficile de s'accommoder de pays présentant des excédents massifs et persistants de leurs comptes courants. Les déficits de leurs partenaires, s'ils se prolongent, débouchent presque toujours sur une crise financière. La seule solution, c'est que les pays les plus excédentaires dépensent plus chez eux. Le plan de relance annoncé par le gouvernement chinois n'est qu'un début. Au lieu de caresser des idées protectionnistes, l'administration Obama devrait s'attaquer aux déséquilibres globaux. Une façon immédiate de relever ce défi-là consisterait à exiger un coup de fouet fiscal global, les pays excédentaires mettant en œuvre les paquets les plus importants.

Le troisième élément du programme nécessaire pour juguler la crise actuelle est d'ores et déjà en action. Il s'agit du financement des économies des pays émergents en difficulté. La Réserve fédérale américaine a donné l'exemple avec son assouplissement bienvenu des lignes de crédits en devises (swaps) avec les banques centrales de plusieurs économies émergentes. Ce genre d'initiative doit se généraliser. Il faut parvenir à une version élargie du consensus général sur l'emprunt, grâce auquel les pays fournissent du crédit au FMI, lequel peut à son tour prêter aux pays en difficulté.

L'action de M. Obama ne devra pas se limiter

à la gestion de la crise. Il devra aussi procéder à de profondes réformes. Il a raison de penser qu'un meilleur filet de sécurité - couverture santé universelle, assurance-chômage plus généreuse et meilleur soutien aux travailleurs percevant les salaires les plus bas - est une condition nécessaire pour que les changements induits par la concurrence mondiale soient acceptés. Car la bonne façon de procéder est bien là, et non pas dans le versement de subventions à des géants en faillite comme General Motors. Cela signifie qu'il faudra accepter que les Etats-Unis relèvent leur niveau d'imposition actuel qui est très bas au regard des normes en vigueur dans les autres pays à hauts revenus. M. Obama devrait commencer par imposer une taxe sur l'énergie : une augmentation du prix des combustibles fossiles sera une condition indispensable s'il entend mettre en place des plans visant à promouvoir l'efficacité énergétique, réduire la dépendance à l'égard des importations et diminuer les émissions de carbone. Personnellement, je pense que les Etats-Unis devraient envisager d'instituer une taxe nationale sur la valeur ajoutée plutôt que de compter de manière excessive sur l'impôt sur le revenu.

L'engagement des Etats-Unis dans les discussions mondiales sera tout aussi important. Une question-clé est le changement climatique. La réforme du FMI en est une autre. Mais le défi le plus immédiat à mes yeux, c'est de savoir ce qu'il convient de faire sur le plan de la régulation financière. La grande leçon de cette crise est que les décideurs politiques n'ont pas compris ce qu'ils faisaient pendant la période de dérégulation. Or, plutôt que de procéder à une « re-régulation » forcenée, la solution serait de mettre en place une commission de haut niveau chargée de proposer des réformes de structure et de régulation financières au niveau tant mondial que national. M. Obama compte parmi ses proches conseillers l'homme parfait pour diriger une telle commission : Paul Volcker, l'ancien président très respecté de la Réserve fédérale.

Plutôt que de détourner les Etats-Unis du reste du monde, M. Obama devra bâtir sur les fondations jetées par ses prédécesseurs. Il doit procéder aux réformes qui permettront à la majorité des Américains de tirer profit de l'accélération de la concurrence globale. Il doit œuvrer à l'extérieur en faveur de réformes qui aideront l'économie mondiale à mieux fonctionner. La crise lui adresse un défi tout autant qu'elle lui offre une opportunité. S'il veut s'en saisir et l'exploiter, il deviendra l'un des grands présidents de son pays. S'il ne se montrait pas à la hauteur, ce serait un échec que ni les Etats-Unis ni le monde ne peuvent se permettre aujourd'hui. Cette chronique de Martin Wolf, éditorialiste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le Financial Times. © FT. Traduit de l'anglais par Gilles Berton.

# Ecran de fumée

Un essai à chaud qui permet de comprendre pourquoi l'incendie financier s'est propagé

es périodes de crise sont propices à la réflexion. Il n'empêche... Publier un livre sur une crise en cours est un exercice périlleux. Paul Jorion le reconnaît luimême. Les mois qui précédèrent l'invasion allemande de mai 1940 furent appelés « la drôle de guerre ». « Le monde est désormais la proie d'une drôle de crise », écrit - à son tour - l'auteur, anthropologue, chercheur et chroniqueur au « Monde Economie », qui s'intéresse depuis plusieurs années aux mécanismes des crises financières.

Si cet essai reprend certaines analyses de son précédent livre, L'Implosion (Fayard, 2008), son intérêt est d'abord de fournir une chronique des événements récents; ensuite, d'essayer de répondre, à chaud, à quelques questions capitales. Quel rôle a joué la Chine dans le déclenchement du krach? Comment l'incendie s'est-il propagé ? Pourquoi les « coupe-feu » n'ont-ils pas fonctionné? Le capitalisme surmontera-t-il la crise?

Une des thèses de M. Jorion est que notre compréhension des crises a été intentionnellement « censurée ». « La stabilité des marchés, écrit-il, dépend d'une manière cruciale de la compréhension médiocre de ses mécanismes par la grande majorité de ses intervenants.» L'opacité du jeu de mistigri, qui consiste à se défausser des créances pourries, était voulue. Comme dans les crises précédentes, l'écran de fumée a fonctionné. Le piège de l'argent facile s'est refermé sur les acteurs les plus fragiles ou les moins informés.

Le capitalisme de marché est sur la sellette. Son autorégulation a du plomb dans l'aile. Alors réguler, oui. Mais, comment? D'abord,

estime M. Jorion, en cessant de déréguler à tout-va. Le libéralisme « a soustrait au ressort de l'Etat certaines responsabilités qu'i étaient devenues les siennes pour les confier aux entreprises, dont le bien général n'est pas le souci ». Le maintien du Glass-Steagall Act, datant de 1933, abrogé en 1999, et qui réglementait le secteur bancaire aux Etats-Unis, aurait-il permis d'éviter que la crise des subprimes ne dégénère en crise du crédit, comme le suggère l'auteur? Le débat est technique ; il divisera les spécialistes. Plus consensuelle, en revanche, est l'idée que les « citoyens ordinaires » se saisissent davantage des questions économiques.

« La situation est plus grave aujourd'hui qu'elle ne l'était en 1929 », écrit M. Jorion, qui ne cher che pas vraiment à rassurer. Parce

#### LA CRISE Des subprimes au séisme financier planétaire Paul Jorion

Fayard, 344 p., 20 €

que le « séisme » est planétaire. Et parce que se profile à l'horizon un autre tsunami, écologique celui-ci. Inévitablement, l'auteur en appelle à l'invention d'un « nouveau modèle ». « La sphère de l'économie demeure (...) réglée par la nature laissée à elle-même, à savoir par une sélection fondée sur le rapport de forces, où le plus puissant écrase le plus faible... » On demandera simplement : s'agit-il de traquer « la nature non domestiquée » qui est en nous pour espérer résoudre les problèmes? Ou bien est-ce la rationalité hypertrophiée - dont la complexité financière est un exemple -, qui génère aujourd'hui du chaos? Le débat est passionnant. Cet essai lui apporte sa pierre.

PHILIPPE ARNAUD

#### **PARUTION**

L'AGRICULTURE **EUROPÉENNE À L'HEURE DES CHOIX: POURQUOI** CROIRE À LA PAC?

de Nicolas-Jean Brehon

« La politique agricole commune (PAC) a été profondément réformée depuis quinze ans sans faire cesser les critiques. » Mais ces réformes n'ont pas réglé les problèmes - les prix agricoles continuent d'augmenter et une crise alimentaire menace. Avant la fin de l'année, l'Union européenne doit dresser un « Bilan de santé » de la PAC, qui est le premier poste budgétaire de l'UE - 53 milliards d'euros en 2008, soit 41 % du budget total européen. Sous-titré « Contribution au bilan de santé de la PAC », le livre de Nicolas Jean-Brehon, enseignant en finances publiques et ancien chroniqueur au « Monde Economie », donne des pistes pour tenter de sauver la « mala de », parmi lesquelles : sortir le agriculteurs de leur dépendance aux subventions, privilégier la sécurité alimentaire, intégrer les questions d'environnement....

(Notes de la Fondation Robert-Schuman, 113 p., 10 €).

### LES ACTEURS DE L'ÉCONOMIE

# François de Wendel, le dernier maître des forges

FRANÇOIS DE WENDEL (1874-1949) est à la fois le représentant d'une longue tradition de l'industrie métallurgique française, député puis sénateur de Lorraine, régent de la Banque de France et président du Comité des forges. Son implication dans la vie publique a cristallisé autour de son nom envie et animosité. Ses adversaires voient en lui l'archétype des « 200 familles », expression qui désignait, entre les deux guerres, les plus grandes et les plus influentes fortunes du pays.

François de Wendel appartient à la septième génération d'une dynastie de maîtres des forges née avec l'acquisition en 1704 de l'usine d'Hayange, en Lorraine, par son aïeul Jean-Martin. Les successeurs n'auront de cesse de développer l'entreprise. La maison de Wendel saura tirer parti de l'alliance des sciences et de l'industrie qui caractérise le XIX<sup>e</sup> siècle. Les besoins gigantesques des chemins de fer conduisent la métallurgie sur le chemin de la production de masse. Les fourneaux prennent de la hauteur, la qualité des aciers s'améliore, l'industrie se mécanise et bénéficie d'incessantes innovations. Le sous-sol de Lorraine regorge d'un minerai de fer riche en phosphore, la « minette », ce qui affaiblit sa qualité. Il faut attendre 1879, avec l'achat du brevet de Thomas-Gilchrist par la société Wendel, pour exploiter efficacement le fer lorrain, plaçant la région au deuxième rang mondial des producteurs de fer, derrière les Etats-Unis.

Forte de sa puissance, l'entreprise mène une politique d'intégration verticale, en étant à la fois propriétaire des houillères, des mines de fer et des fonderies qui les utilisent. Les produits sont acheminés par un réseau privé de chemins de fer qui relie les usines entre elles. Cette stratégie lui permet de maîtriser les approvisionnements ainsi que les prix des intrants. Cette volonté d'indépendan-

#### **CHRONIQUE** JACQUES-MARIE VASLIN

ce se reflète aussi dans le financement de l'entreprise : le capital reste entre les mains de la famille et la maison autofinance tous ses investissements.

A peine auréolé du titre d'ingénieur de l'Ecole des mines, François de Wendel part observer la sidérurgie aux Etats-Unis au tout début du XX° siècle. A 29 ans, il possède le savoir et l'expérience nécessaires à la direction de l'entreprise familiale. Sous son impulsion, la production double entre 1900 et 1913. Un million de tonnes d'acier sortent alors des fourneaux. L'entreprise emploie près de 23 000 salariés à la veille de la première guerre mondiale, 40 000 en 1930.

Au niveau social, l'entreprise poursuit une politique empreinte de paternalisme avec la construction d'écoles et d'églises des grandes fortunes françaises contre la entreprises de l'université d'Amiens.

ments ouvriers. Elle était aussi à l'avantgarde de la protection sociale des salariés, en faisant office de caisse de retraite et de sécurité sociale. Cette politique généreuse n'est certes pas désinté-

ressée : elle a pour objectif de stabiliser les ouvriers mais aussi de les rendre dociles; les grèves sont rares.

Les ouvriers sont aussi des électeurs, François de Wendel ne l'oublie pas. S'il ne semble pas profiter de ses mandats pour servir ses propres intérêts, la hantise d'un

impôt sur le capital le pousse à faire feu de la Lorraine. La dynastie d'industriels de tous bois contre le cartel des gauches... jusqu'à sa chute, allant jusqu'à incarner le « mur de l'argent », alliance

ou encore de plusieurs milliers de loge- coalition radicale et socialiste qui gouverne le pays de 1924 à 1926.

> Après sa mort, ses successeurs rechignent à moderniser les forges. Tant et si bien qu'au milieu des années 1970, la pro-

« La politique

généreuse a pour

objectif de stabiliser

les ouvriers mais aussi

de les rendre dociles;

les grèves sont rares »

ductivité du secteur es près de deux fois plus fa. ble qu'au Japon. L'acier français semble condamné. L'Etat se résout alors à nationaliser l'entreprise en 1978, et reprend ses dettes. Dès lors, les héritiers Wendel, réunis au sein de la Société lorraine des participations sidérurgiques, se détourneront de la sidérurgie comme

s'est muée en actionnaires.

Jacques-Marie Vaslin est maître de conférences à l'Institut d'administration des L'enquête annuelle de la Cegos réalisée en octobre dresse un tableau plutôt sombre du climat social qui règne au sein des entreprises

# La crise inquiète et démotive les salariés

Réalisée en septembre et octobre auprès de 2 000 salariés, l'enquête annuelle de la Cezos, cabinet de ressources humaines, sur le climat et les relations sociales, dresse un tableau plutôt sombre des rapports entre managers et salariés. Tout en s'estimant satisfaits de leur travail, ces derniers portent un regard critique sur leur hiérarchie, leurs perspectives d'évolution, et s'inquiètent pour l'avenir de leur entreprise.

A 61 %, les salariés, cadres inclus, se disent ainsi motivés par leur travail, 79 % se considérant ême « très impliqués » dans leur mission. L'organisation du temps de travail est elle aussi jugée satis-

faisante (71 %) et les deux tiers des salariés arriveraient à concilier vie professionnelle et vie personnelle. A l'inverse, les taux de satisfaction se dégradent dès lors que sont abordées les thématiques relatives au climat social et à la hiérarchie. Si les salariés sont 57 % à se dire fiers de travailler dans leur entreprise (-6 points, cependant, par rapport à l'année dernière), ils ne sont plus que 51 % à avoir confiance en leur manager, et seulement 31 % à estimer que leur direction est attentive au climat social. Déjà relevée par de nombreuses enquêtes, la question de la reconnaissance est aussi au cœur des préoccupations des salariés. Tout juste 51 % d'entre eux considèrent que leurs « idées sont prises en compte », et 45 % seulement se sentent « reconnus dans leur travail ». Point de salut à trouver du côté de l'entretien annuel, que moins de la moitié des salariés appréhendent comme « une occasion d'avoir un dialogue constructif avec [leur] manager ». Des encadrants que seuls 45 % des subordonnés jugent « équitables avec les membres de [leur] équipe ». Autre insatisfaction relevée : l'absence d'opportunités professionnelles. Un petit tiers seulement des salariés (27 %) considère que leur entreprise « offre des perspectives intéressantes d'évolution », alors qu'ils sont 57 % à « être prêts à

changer de métier » pour justement assurer cette mobilité. Près de 70 % estiment d'ailleurs que les formations qu'ils ont suivies ne sont pas suffisamment valorisées.

Face aux ressentiments croissants des salariés, « les DRH, dans leur majorité, ne parviennent pas à prévenir les risques liés à ces évolutions », notent les auteurs de l'enquête. « Les relations sociales ne sont pas bonnes, et le climat se dégrade, reconnaît Jacques Coquerel, responsable de la Cegos. Le management, de son côté, ne sait plus où il en est. A ce stade, c'est au patron de réagir, de donner des perspectives et de montrer l'exemple. » Un défi que la dégradation du contexte économi-

que risque de rendre plus difficile encore. Interrogés au tout début de la crise boursière, près de 50 % des sondés disent ne plus avoir confian-

ce en l'avenir de leur entreprise.

« La peur s'est installée, les salariés

craignent désormais pour leur

emploi et le niveau de leurs reve-

nus », confirme M. Coquerel.

DEPUIS QUE JE MEN FOUS VE SUIS MOINS STRESSE, DONC PLUS PERFORMANIT.

Conséquence de ce manque de reconnaissance et du climat économique, les sondés, pour un tiers d'entre eux, « lèvent le pied en termes de rythme et d'intensité ». Un désengagement malvenu pour les entreprises, au moment où la crise économique s'étend.

LUC PEILLON



# Groupe international, cultures locales

« En Chine,

on ne donne

que des bonnes

nouvelles, on

n'évoque pas

les problèmes

majeurs avec

son manager »

# CHRONIQUE JEAN-MARC LE GALL

À MESURE que la globalisation des marchés progresse, nombre d'entreprises se mondialisent elles-mêmes. L'intégration de cadres étrangers, sur place mais aussi au siège, et surtout la gestion des établissements ou filiales à l'étranger les obligent à s'adapter ou à composer avec d'autres cultures. Isolé de son contexte social et national, leur modèle de gestion et de management d'origine perd alors souvent sa pertinence. La dimension culturelle d'une entreprise naît en effet d'abord de son enracinement dans une culture nationale, qui prédispose ses salariés à se comporter différemment de leurs homologues

Le psychologue néerlandais Geert Hofstede avait déjà mené voici ngt ans une étude pionère dans un groupe occidental ayant des filiales dans de nombreux pays. Il avait alors identifié des variables selon lui pertinentes pour définir le « programme mental » de chacun des pays, comme le rapport à l'incertitude ou à la parité hommes-femmes.

Le sociologue français Philippe d'Iribarne a proposé, de son côté, une analyse sociopolitique appuyée sur des recherches menées en France, aux Etats-Unis et aux Pays-Bas. Trois conceptions bien marquées « de la vie en société et du gouvernement des hommes » apparaissent dans ces trois pays, auxquelles la gestion s'est unifestement adaptée. L'intérêt cette étude est d'inciter à la plus extrême prudence face à des

rinfestement adaptee. L'interet cette étude est d'inciter à la plus extrême prudence face à des règles de gestion présentées comme universelles. Le salarié français sera plutôt motivé par une bonne performance collective, associée à une sécurité qui protège son autonomie; l'Américain, par un bon contrat et la sanction de sa performance individuelle par des gains importants; le Néerlandais privilégiera des rapports humains satisfaisants.

La faiblesse de la plupart de ces approches est qu'elles se limitent largement au monde occidental. Ainsi elles sous-estiment le facteur religieux et son influence sur les relations professionnelles, dans les pays du Proche et du Moyen-Orient par exemple, où les valeurs de l'islam constituent le socle des pratiques légitimes, comme le soulignait à sa manière une étudiante lors d'un récent séminaire de management à l'université d'Abu Dhabi Sorbonne : « Monsieur le professeur, disait-elle, votre définition du management, c'est la voie du prophète : amener d'une main douce mais ferme les collaborateurs dans la bonne direction »...

Plus à l'est, en Asie, le management doit composer avec une relation très stricte à la hiérarchie. De retour en Chine après cinq années dans un grand groupe agroalimentaire à Paris et Londres, Yuan Meng, aujourd'hui responsable des ressources humaines dans une grande entreprise américaine

installée à Shanghaï, témoigne : « En Chine, la communication avec son manager est souvent une formálité. On ne donne que des bonnes nouvelles, on n'évoque pas les problèmes majeurs. Même les managers disent qu'il y a trop de barrières hiérarchiques. Si au Royaume-Uni cela n'est pas le cas, en revanche cette barrière implicite m'a semblé aussi exister en France, même si

j'ai pu constater qu'il est possible de franchir cette ligne de temps en temps. Pour les Chinois, c'est exclu. »

Cette jeune femme souligne également combien la puissance du développement économique mine les valeurs collectives traditionnelles : « L'inégalité sociale a explosé en cinq ans. Comme le système social de santé et de retraite n'est pas complet, tout le monde cherche à gagner plus, toujours plus. Cette inégalité extrême a généré de la jalousie entre les gens, ce qui rend la relation interpersonnelle plus difficile. Les salariés chinois deviennent très opportunistes. » Mais elle ajoute aussitôt : « Cela dit, le monde occidental n'est pas très différent. » Entre convergences et divergences, tout un champ de recherches est ouvert pour renouveler l'approche de la dimension interculturelle du management, loin des préjugés et des analyses sommaires. Jean-Marc Le Gall est directeur d'études à Entreprise et personnel et professeur associé au Celsa.





L'équipe d'ORGABAT
Université de Picardie Jules Verne
P. Poizot (enseignant chercheur au
Laboratoire de Réactivité et Chimie
des solides, responsable du projet),
F. Dolhem (enseignant-chercheur
au Laboratoire des glucides),
H. Chen (Doctorante)

Vous travaillez à la création d'une batterie végétele. De quoi s'agit-il ?
Philippe Poizot : Nous voulons remplacer les matériaux non-organiques équipant les batteries actuelles des mobiles, des ordinateurs portables, par des substances organiques issues de végétaux, donc moins polluantes. Tous les ans. 7 milliards de batteries utilisant des matières premières épuisables sont commercialisées. Raisonnons développement durable!

Où en sont vos recherches?

PP: Une batterie est faite de deux

électrodes, positive et négative.
Nous avons mis au point l'électrode
positive à partir d'un acide extrait du jus
de macération du maïs. Nous travaillons
actuellement sur l'électrode négative,
et orientons nos recherches vers un
matériau vert à haut potentiel.

#### Bientôt une commercialisation ?

PP: Ce marché offrira, à terme, de véritables perspectives. Nous ouvrons une piste de réflexion encore peu explorée à ce jour, et espérons créer une émulation dans le monde scientifique, pour faire progresser la recherche sur les batteries vertes.

Energies propres, la Picardie innove pour la planète

# Roger Guesnerie:

# « L'économie fait plus peur en France que dans d'autres pays »

Selon le sondage TNS Sofres qui sera présenté à Lyon les 20, 21 et 22 novembre, lors des Journées de l'économie, 73 % des Français estiment que l'information économique est difficilement accessible et peu compréhensible. Un pourcentage qui n'évolue guère au fil des années. Comment réussir à inverser cette tendance?

L'économie semble en effet faire plus peur en France que dans beaucoup d'autres pays. A quoi tient cette spécificité? Plusieurs raisons peuvent être invoquées. L'histoire d'abord. La France est un vieux pays catholique où l'influence marxiste n'a pas été négligeable. Les résistances au « marché » demeurent fortes. La question de l'enseignement de l'économie doit également jouer. Il fut tardif - n'oubliez pas qu'il a fallu attendre les années 1960 pour que les sciences économiques sortent du giron des juristes et s'autonomisent. Et pour évoquer un point lié à l'actualité, l'enseignement en sciences économiques et sociales n'est toujours pas obligatoire en seconde au lycée.

Depuis 2000 et la pétition signée par des étudiants de l'Ecole normale supérieure et de l'université Paris-Dauphine protestant contre les excès de la modélisation, une querelle persiste sur la

trop forte importance des mathématiques dans l'enseignement. Ne pensez-vous pas que cette image porte aussi préjudice à la discipline?

Cette pétition alertait sur les difficultés réelles auxquelles les étudiants étaient confrontés. Souvent l'enseignement en propédeutique a pu aller trop loin dans la formalisation et le parti pris analytique. Il y a une difficulté pédagogique importante, mais la modélisation est la lingua France de la discipline et il faut l'enseigner.

On peut mesurer aujourd'hui les excès de la modélisation mathématique à travers la création par les financiers de produits dérivés complexes qui ont contaminé les bilans des banques..

La modélisation en finance n'a que des rapports lointains avec la modélisation nécessaire à une bonne compréhension des phénomènes économiques (l'offre et la demande, l'interaction entre les marchés, etc.). Les mathématiques financières relèvent d'un tout autre univers et leurs équations, à l'origine, sont liées à la valorisation des options, dans un marché stabilisé. Peu de connexions avec l'économie. Les effets systémiques qui peuvent résulter de leur créativité financière? Ils n'en ont pas conscience. Ce sont des "innocents", dans les deux sens

La finance, c'est en réalité trois ou quatre continents sans beaucoup de relations entre eux. Il y a la finance mathématique, un monde vraiment à part ; la finance classique qui se concentre sur la tarification des actifs en fonction des risques qu'ils présentent; l'économétrie de la finance qui ausculte l'évolution des cours des actions et qui scrute toute information contenue dans les prix, susceptible de faire gagner de l'argent ; et enfin l'étude du fonctionnement des marchés financiers, pensés dans leur globalité, et dans leur rapport au reste de l'économie.

En résumé, la finance est un domaine de grande effervescence intellectuelle mais de forte balkanisation des savoirs!

C'est une explication à la crise ?

La finance applique à la lettre la règle de la division du travail, mais de là à dire que c'est pour cette raison que le système s'est effondré, ce serait vraiment aller trop loin. L'introduction dans le système d'actifs obscurs, dont on ne connaissait pas véritablement le niveau de risque, traduit l'absence d'autodiscipline de la profession et les défaillances de la régulation. L'économie est une discipline complexe qui tente d'expliquer le monde dans lequel nous vivons. La crise met en évidence la fragilité des mécanismes de coordination des anticipations dans une économie de marché mondialisée.

La défiance des Français vis-à-vis de l'économie n'est-elle pas également liée à l'échec des politiques gouvernementales dans la lutte contre le chômage ou au fait que les économistes, qu'ils soient de droite ou de gauche, avancent des recettes très différentes?

Même si dans l'expression « science sociale », il y a le mot « science », il y a beaucoup de questions sur lesquelles on ne sait pas trancher, et sur lesquelles on peut aussi changer d'avis au vu des faits. Regardez cette crise! Après l'échec cuisant de l'économie planifiée soviétique et

de son effondrement, le monde a vécu un tsunami libéral. Et qu'entend-on aujourd'hui? Qu'il faut une relance keynésienne, que l'Etat doit davantage intervenir ou prôner l'autarcie, etc. quitte à nationaliser

C'est vrai que les économistes se bagarrent sur beaucoup de questions, mais cela tient autant à leurs désaccords sur les objectifs autant qu'à leurs différences d'évaluation des mécanismes ou des fondamentaux théoriques. La question de l'impôt est à ce titre exemplaire. Selon la conception de la redistribution des richesses qui est la vôtre, c'est-à-dire votre conception de l'équité sociale, vous ne proposerez pas les mêmes mesures économiques. Cela dit, à l'intérieur de cet espace de débat, il y a un accord implicite entre économistes (sauf ceux qui

partiellement, etc.

sont aux marges extrêmes) pour ne plus évoquer certaines pistes jugées inadéquates, comme rétablir des plans quinquennaux

> PROPOS RECUEILLIS PA MARIE-BÉATRICE BAUDET

2008 Polytechnicien, docteur en économie, Roger Guesnerie est professeur au Collège de France depuis 2000. Il préside le conseil d'administration de l'Ecole d'économie de

En juillet, il a remis au ministre de l'éducation nationale, Xavier Dar cos, un audit sur « les manuels et programmes de sciences économiques et sociales du lycée ». 1996-2000 Il devient directeur de recherche au CNRS

#### 3 JOURS POUR MIEUX COMPRENDRE LES ENJEUX DU MONDE

Les Journées de l'économie auront lieu à Lyon les 20, 21 et 22 novembre. Cet événement a pour objectif, selon Pascal Le Merrer, enseignant chercheur à l'ENS lettres et sciences humaines et directeur général des Journées, « de fédérer les actions de ceux qui pensent que le temps est venu de parler clairement d'économie en mobilisant les énergies et les compétences afin d'aider les Français à aborder sereinement les grandes questions de notre temps ». Et d'installer la manifestation sur la lon-

Le comité scientifique des Journées, présidé par Roger Guesnerie, professeur au Collège de France, a retenu de nombreux thèmes qui feront l'objet de débats et de tables rondes liés soit à la diffusion de l'économie auprès du grand public (« Quel est le rôle des médias ? » ; « Faut-il innover dans la formation des économistes ? »), soit à l'actualité : « La suprématie des actionnaires en question » ; « Rencontre autour de

Pour connaître le programme, il suffit de se rendre sur le site : www.journeeseconomie.org. Entrée gratuite, mais pour assister aux débats, il faut se préinscrire, le nombre de places dans les salles étant

# Une vulgarisation insuffisante

LA TOTALITÉ des résultats du sondage TNS Sofres réalisé pour le ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi (Minefe) sur « Les Français et l'économie : intérêts, perceptions et compréhension » seront dévoilés le 20 novembre, lors des Journées de l'économie à Lyon. Les questions posées concernent également l'impact de la crise et la perception de son avenir personnel.

« Le Monde Economie », partenaire de la manifestation, donne des chiffres en avant-première qui en disent long sur le travail qui reste à accomplir pour diffuser plus et mieux les informations économiques.

L'appétit des Français pour la discipline est réel : 73 % d'entre eux expliquent « avoir besoin de plus de connaissances en économie pour réussir ». Mais 42 % seulement pensent que les économistes « travaillent sur des thèmes concrets », et 23 % jugent « l'information économique accessible et compréhensible »

En qui ont-ils le plus confiance pour « contribuer au bon fonctionnement de l'économie française »?

Les associations de consommateurs (84 %) ainsi que les entrepreneurs et les créateurs d'entreprise (70 %) font course en tête. Les « économistes, les experts en économie » (56 %) et les responsables syndicaux (50 %) obtiennent la moyenne. Ce n'est pas le cas pour « l'Etat et les pouvoirs publics » (42 %), les journalistes (39 %), les dirigeants des grandes entreprises (36 %) et encore moins pour les responsables politiques qui ferment la marche avec un score de 32 %. ■

M.-B. B.



## Education Internationale + Réseau International = Opportunités Internationales



Les diplômés de UNSW attirent les salaires de départ les plus élevés d'Australie (The Australian Good Universities Guide 2009)

L'université de Nouvelles-Galles du Sud (UNSW) est la première université internationale d'Australie, offrant des programmes de Masters pour futurs cadres dirigeants internationaux:

- Commerce et Gestion (y compris MBA)
- Sciences de l'ingénieur et Informatique
- Media, Communication et Journalisme
- Architecture, Urbanisme et Gestion Immobilière
  Relations Internationales et Diplomatie
- Interprétariat et Traduction
- Comptabilité et Etudes Actuaires
- Droit et Affaires Internationales
- Sciences et Biotechnologies
- Gestion et Administration de la Santé publique
- Developpement durable & Sciences de l'environment

Entretiens de sélections à Paris le 24 & 25 novembre prochain par Mr Chris McKenna responsable international de UNSW.



#### www.unsw.edu.au

UNSW International Office: Tel Australie Mag (UNSW Local Representative): Tel international office@unsw.edu.au education@australiemag.com

